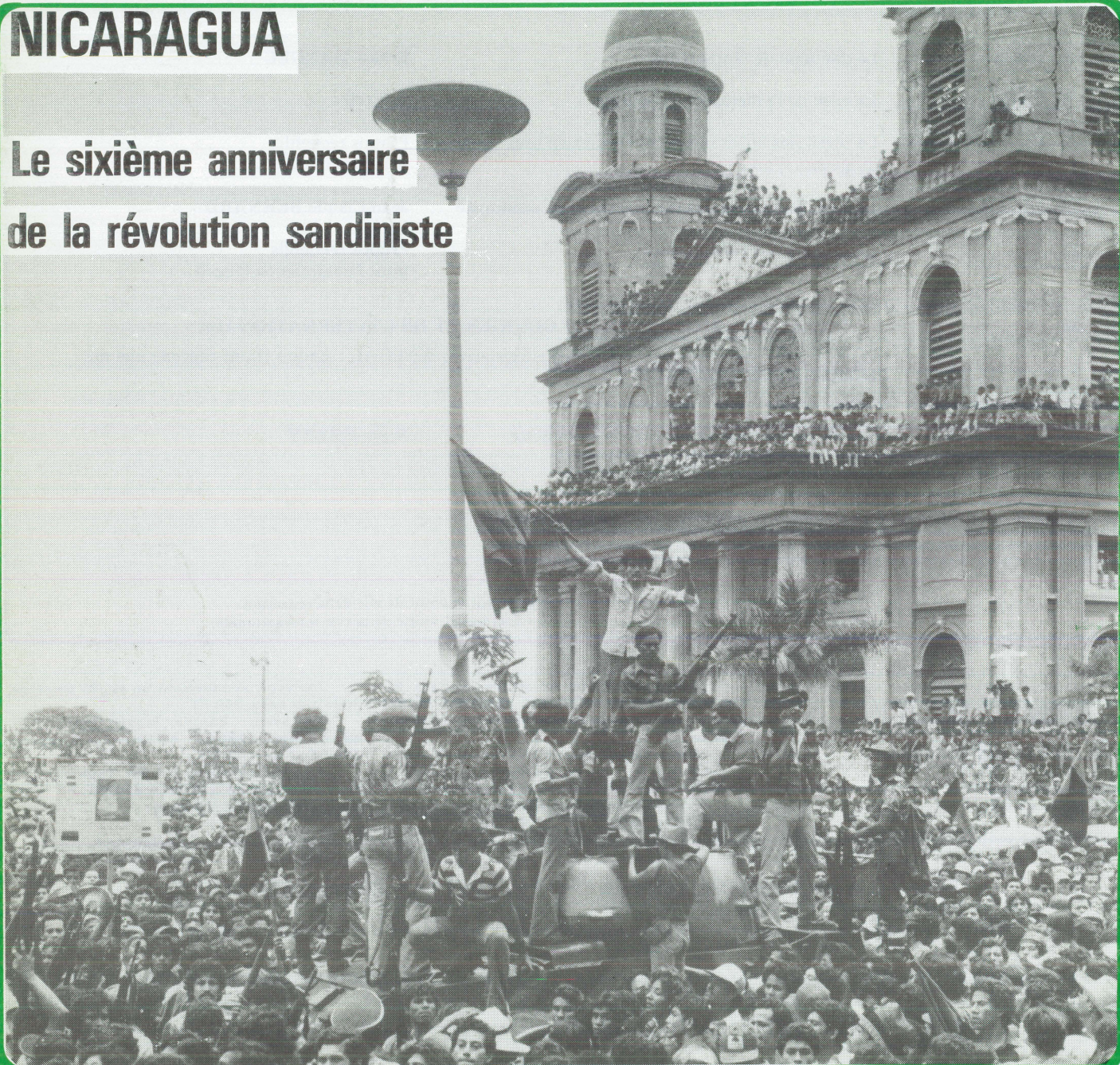


INPRECOR

Numéro 203 du 23 septembre 1985 – 12 FF – 85 FB – 4 FS

NICARAGUA

**Le sixième anniversaire
de la révolution sandiniste**



CHILI

La crise de la dictature s'accroît

Sommaire du numéro 203 du 23 septembre 1985

3	URSS	Le dilemme de Gorbatchov	Ernest MANDEL
9	CHILI	La crise de la dictature s'accroît	Jair GIL
15	EL SALVADOR	Le réveil des luttes ouvrières : entretien avec quatre dirigeants syndicaux	Propos recueillis par Pascal RENE
19	NICARAGUA	Le sixième anniversaire de la révolution sandiniste	Jean-Claude BERNARD
23	—	Entretien avec Tomas Borge	Propos recueillis pour <i>Pensamiento Propio</i>
26	NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE		
	PORTUGAL : Le PSR dans la campagne législative. SENEGAL : Abdou Diouf réprime une manifestation anti-apartheid.		
28	JEUNESSE	Succès du camp international de la jeunesse	Serge EMERY

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IV^e Internationale.

ABONNEMENT
25 NUMÉROS
PAR AN

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de « PEC », à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

Virements bancaires à « PEC », BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.

Virements postaux à « PEC », compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris.

Inprecor, abonnement un an, 25 numéros,
pour tous pays, 250 FF.

Par avion : Europe, Moyen-Orient, Afrique du Nord : 280 FF. Afrique et Amériques : 330 FF. Asie : 360 FF.

Pli fermé : France : 375 FF. Tous les autres pays (par voie de surface) : 400 FF. Pli fermé par avion : écrire à *Inprecor*.

POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

Nom - Prénom _ _ _ _ _

Numéro et Rue : _____

Commune _____

Code Postal Pays

Réabonnement ☐Abonnement ☐

Le dilemme de Gorbatchov

La fin de l'immobilisme

VOICI six mois que Gorbatchov se trouve au sommet de la hiérarchie en Union soviétique. Son arrivée au pouvoir s'est effectuée sans heurts apparents. Elle a été consolidée par des modifications rapides dans la composition des organes dirigeants du parti, de l'Etat et des forces armées. Le plus jeune chef que la bureaucratie s'est donnée depuis la mort de Staline semble donc avoir une chance de réaliser un programme de réformes au moins aussi ample que celui qu'entreprit d'appliquer jadis Nikita Khrouchtchev.

Tout concourt à penser que telle est bien l'intention de Mikhaïl Gorbatchov. Ce qu'on connaît du personnage — et ce qui est notamment confirmé par le témoignage de Roy Medvedev, qui fut son condisciple — tend à confirmer cette hypothèse. En Union soviétique même, la quasi-opinion publique qui a émergé ces dernières années dans une partie de l'intelligentsia, des technocrates et des apparatchiks du parti penche vers la même conclusion. Une attente, un espoir de « dégel »,

se font jour dans ces milieux, tels qu'on n'en avait plus connu en Union soviétique depuis la chute de Khrouchtchev. C'est à tel point vrai que même la Charte 77 s'appuie, dans une Lettre ouverte, sur cette « volonté de réforme » de Gorbatchov pour l'opposer à l'immobilisme des dirigeants du PC tchécoslovaque.

Ces considérations subjectives ne sont que le reflet de nécessités objectives pressantes. Depuis des années s'accumulent les indices de prix de plus en plus lourds que l'Union soviétique doit payer pour la mainmise de la dictature bureaucratique. Le ralentissement constant du taux de croissance économique au cours des deux dernières décennies, la crise agricole qui entraîne une dépendance désastreuse du pays des importations de céréales des pays occidentaux, le retard technologique grave dans le domaine de l'électronique, la crise du système de santé publique, ne sont que quelques-unes des conséquences les plus graves de l'immobilisme bureaucratique pour la société et les masses soviétiques.

Ernest MANDEL

« Il faut que cela change » : tous ceux et toutes celles qui pensent avec leur propre tête en Union soviétique sont unanimes à formuler cet avis. Leur nombre est bien plus élevé que ne le laissent supposer les Alexandre Zinoviev avec leur mythe de « l'homo sovieticus » définitivement conformiste. La perspective d'un changement initié par en bas fait pour le moment défaut. C'est donc l'attente d'un changement par en haut qui polarise dans ces conditions les espoirs des intellectuels et des technocrates.

Ce que pensent les ouvriers, personne n'en sait grand-chose, à commencer par l'appareil du parti, qui organise de temps en temps de pathétiques « enquêtes sociologiques dans les entreprises » pour recueillir quelques bribes d'information à ce propos. Les rares renseignements qu'on peut recueillir de source directe reflètent plutôt le scepticisme, voire une hostilité ouverte. Elle se laisse résumer par la formule : Gorbatchov — Andropov — plus de discipline — serrer plus fortement la ceinture aux travailleurs... Gorbatchov lui-même, dans un discours récemment prononcé à Léninegrad, admet le scepticisme général des masses quant à la portée et à l'efficacité des réformes en cours.

LA LUTTE CONTRE L'ALCOOLISME ET LA CORRUPTION

L'attente de réformes importantes n'a pas été rapidement déçue. Le 17 mai 1985, après deux sessions du comité central du PCUS entièrement consacrées à ce problème, furent promulguées « des mesures contre l'alcoolisme et l'ivrognerie »

qui prirent effet à partir du 1er juin. L'alcoolisme est un fléau terrible en Union soviétique qui, selon un rapport de l'Académie des Sciences, frappe 40 millions de personnes. Ses effets sur l'économie (absentéisme dans les entreprises) et sur la santé publique sont désastreux. C'est sans doute la cause principale de la chute de l'espérance moyenne de vie qui se manifeste depuis plusieurs années en Union soviétique, seul parmi tous les pays industrialisés ou semi-industrialisés à connaître cette régression (les autres causes de ce phénomène sont la mauvaise alimentation, le retard dans l'emploi des médicaments les plus modernes et la baisse de qualité de plus en plus prononcée du système de la santé). Il est donc de l'intérêt manifeste de la bureaucratie d'essayer de réagir. Les revenus importants que l'Etat tire de la vente de la vodka ne compensent certes pas les pertes causées par le fléau de l'alcoolisme.

Les mesures prises sont de nature administratives et répressives : interdiction de servir l'alcool dans les cafés, cantines et restaurants avant 14 heures et après 20 heures ; fortes augmentations des prix ; accroissement de la production des eaux minérales et jus de fruits ; forte réduction future de la production de vodka ; répression renforcée des bouilleurs de cru privés ; allourdissement prononcé des peines pour l'ivresse au volant et pour l'absentéisme dans les entreprises dû à l'ivrognerie, etc. Mais les effets sont pour le moment modestes. La population partage généralement le scepticisme du correspondant à Moscou du journal *Le Monde* qui écrit dans le numéro du 7 juin 1985 : « *Malgré la campagne de presse qui bat son plein, la vie quotidienne des Soviétiques n'a pas encore vraiment changée. Le tour de vis*

sera peut-être progressif. Après les mesures répressives viendraient l'effet automatique des diminutions annoncées de la production annuelle d'alcool. Mais pour l'instant, les habitudes restent bien ancrées, comme le relate le magazine Ogoniok. Un de ses rédacteurs en a fait l'expérience dans un restaurant. Il a demandé du thé : le garçon a souri, ayant apprécié la plaisanterie. "En bouteille ou en carafe ?" a-t-il demandé ».

En même temps, dès son arrivée au pouvoir, Gorbatchov a relancé la campagne de répression violente de la corruption et des « crimes économiques » commencée sous Andropov et que Tchernenko avait quelque peu relâchée. Ce sont des coupes sombres dans les ministères de l'Union et ceux des Républiques, parmi les cadres des entreprises, surtout commerciales, les entrepreneurs et intermédiaires des « marchés parallèles » (marché noir et marché « gris »).

Quelquefois des têtes tombent. A Rostov-sur-le-Don, le directeur d'un magasin d'alimentation a été condamné à mort pour « vol à très grande échelle de propriété socialiste ». Plusieurs dizaines de responsables économiques et politiques de la région ont été reconnus coupables de corruption et condamnés à des peines allant jusqu'à vingt ans de camp de travail.

Parmi les hauts responsables limogés, on peut citer le ministre de l'Energie électrique, le ministre des Matériaux de construction, le ministre de l'Enseignement supérieur et secondaire, le ministre de la Sidérurgie, le ministre de l'Industrie légère, celui de la Pétrochimie, celui des Machines pour l'élevage. La liste n'est point exhaustive. Au sommet de la hiérarchie, 22 des 121 premiers secrétaires régionaux du PCUS ont en outre été démis de leur



Gorbatchov face au peuple, dans la rue, à Léninegrad. (DR)

fonction, ainsi que des dizaines de dirigeants locaux et de ministres des Républiques. Le bruit court à Moscou (voir *Sunday Times* du 19 juin 1985 et *Time* du 9 septembre 1985) que la moitié des membres du comité central sera éliminée lors du congrès du PCUS de février prochain. Cinq changements ont été opérés au Présidium (Bureau politique) du comité central : quatre nouveaux membres, Ligatchev, Ryzhkov, Ichebrikov et Chevardnadze, tous amis de Gorbatchov et une élimination : celle de Romanov, le principal rival de Gorbatchov.

Ce qui caractérise cependant toutes ces réformes, c'est qu'il s'agit d'une lutte contre les « excès de la bureaucratie » par des méthodes typiquement bureaucratiques : décrets, mesures administratives, répression, punitions. L'Etat sévit, ses organes sévissent, c'est-à-dire la police sévit, pour renforcer la discipline : voilà comment on peut résumer jusqu'ici la philosophie politique et sociale de Mikhaïl Gorbatchov. C'est la philosophie de la bureaucratie à l'état pur.

Elle se traduit avant tout par son impuissance à saisir la nature sociale du mal que les réformes sont censées combattre. La source de l'alcoolisme massif, c'est la démoralisation, le manque de perspectives sociales et politiques, l'absence de relations sociales où la personnalité peut s'affirmer, la tentation de noyer dans la vodka l'absence d'espoir, l'ennui, la grisaille de la vie quotidienne. C'est une règle élémentaire du marxisme : quarante millions d'ivrognes, ce ne sont pas seulement quarante millions de « cas » psychologiques individuels. Ce sont aussi quarante millions de preuves qu'il y a un

profond malaise social. N'allez pas demander à M. Gorbatchov, ses lieutenants et ses idéologues, quels sont la nature et les racines de ce malaise social.

La corruption universelle qui sévit en Union soviétique (sans parler de l'Europe orientale, ou de la République populaire de Chine où elle s'étend maintenant à vue d'oeil) renvoie manifestement à la survie, la consolidation et l'extension de la production marchande et de l'influence de l'argent au sein de la société. C'est encore une fois l'ABC du marxisme. La production marchande, même partielle, telle qu'elle existe en Union soviétique, révèle le caractère partiellement privé du travail, donc la survie de l'intérêt privé, donc la recherche systématique d'avantages individuels.

Certes, personne ne demande que tout cela soit aboli du jour au lendemain. Il peut même s'avérer indispensable d'étendre momentanément la sphère d'influence de l'économie marchande et monétaire. Mais aucun marxiste digne de ce nom ne peut fermer les yeux devant les effets objectivement néfastes, désorganisateur et démoralisants, de l'influence de l'argent et de l'extension de l'inégalité sociale et de l'égoïsme dans le processus de construction du socialisme. Comme l'écrivit Lénine dès 1918 : « On ne saurait contester l'influence démoralisante que les hauts traitements exercent sur le pouvoir soviétique (...) aussi bien que sur la masse ouvrière. » (« Les tâches immédiates du pouvoir des soviets »). Et encore plus nettement : « Cacher aux masses le fait qu'attirer les spécialistes bourgeois (cela s'applique plus fortement encore aux spécialistes appelés « communistes »)

en leur offrant des traitements fort élevés, c'est s'écarter des principes de la Commune de Paris, signifierait tomber au niveau des politiciens bourgeois et tromper les masses ». Tout cela, la bureaucratie le cache soigneusement aux masses depuis plus de 55 ans, c'est-à-dire depuis que Staline a découvert que l'égalitarisme est non pas un principe du communisme mais une « déviation petite-bourgeoise ». Elle doit le cacher aux masses non pas par ignorance ou bêtise, mais par intérêt social : car il s'agit pour elle de justifier les énormes privilèges matériels dont elle jouit. Voilà pourquoi elle ne peut pas dévoiler la source de la corruption et des « crimes économiques ».

Il ne lui reste donc que le recours au bras séculier. Mais en agissant de la sorte, elle ne fait que confirmer la nature sociale et non pas individuelle du mal qu'elle est censée combattre. Marx lui-même s'est exprimé avec une très grande clarté à ce sujet : « La peine n'est rien d'autre qu'un moyen de défense de la société contre la violation de ses conditions vitales, quel que puisse être par ailleurs leur contenu. Mais quelle société est-ce donc qui n'a pas de meilleur instrument de défense que le juge pénal ? (...) Si donc des crimes sont constatés en grand nombre et apparaissent avec une nature et une fréquence telles à être réguliers comme des phénomènes de la nature (...) n'est-il pas nécessaire, au lieu de glorifier le juge qui élimine une partie des criminels pour faire simplement de la place pour de nouveaux criminels, de réfléchir sérieusement sur la nécessité de changer le système qui produit de tels crimes ? » (article paru dans le *New York Daily Tribune* du 18 février 1853). Chaque mot reste valable aujourd'hui. Et chaque mot s'applique à la réalité sociale de l'Union soviétique, qui compte une « population pénitentiaire » de plusieurs millions d'individus, de même qu'à celle des pays capitalistes.

Récemment, la presse polonaise a publié l'information selon laquelle le procureur, lors d'un procès contre deux jeunes gens poursuivis pour avoir volé une paire de draps dans un foyer de jeunes, a requis contre eux la peine de dix ans de prison. Il paraît que les draps sont introuvables dans les magasins et que les « honnêtes gens » sont particulièrement indignés par un tel crime.

Ce discours en dit plus long sur la réalité sociale de l'Union soviétique et de l'Europe de l'Est (1) que cent volumes d'un « marxisme-léninisme » rendu méconnaissable par adaptation aux besoins et intérêts de la bureaucratie. Même si Mikhaïl Gorbatchov, qui ne manque manifestement ni d'intelligence ni de connaissances, comprend cette réalité à moitié, il doit se taire. Non par « raison d'Etat »,

1. Cela n'empêche pas le général Jaruzelski d'affirmer froidement au journal *L'Humanité* du 3 juin 1985 : « Notre Etat assure aux citoyens tant de prestations sociales et d'une telle nature que l'équivalent n'existe pas dans les pays capitalistes les plus grands et les plus riches ». Ce n'est plus seulement la langue de bois, mais c'est le visage de bois.

mais par intérêt de la bureaucratie (2).

Le 11 juin 1985, devant une session plénière du comité central rassemblant tous les hauts dignitaires soviétiques, à l'exception de son principal rival, Romanov, Gorbatchov prononça un véritable réquisitoire concernant l'état de l'économie soviétique. Ses auditeurs furent appelés à comprendre et à appliquer des « changements radicaux ». La réforme doit se réaliser de manière urgente : « *il ne nous reste plus de temps* ».

A ceux qui affirment que cet appel est marqué des « traits nouveaux » du moins quant à la forme (voir *Le Monde* du 13 juin 1985), nous nous permettons de rappeler qu'on retrouve exactement les mêmes formules dans des rapports de Malenkov, il y a ... 32 ans, au lendemain de la mort de Staline. On les trouve également dans les discours de Kossyguine, pendant la deuxième moitié des années 1960.

LA RÉFORME ÉCONOMIQUE

Les principales tares de l'économie soviétique dénoncées par Gorbatchov sont : le retard technologique, la basse qualité de nombreux produits industriels (les deux phénomènes entraînant « *la basse compétitivité des produits soviétiques, y compris des machines, sur le marché mondial* » (3)) ; le faible rendement des investissements en bonne partie excessifs et longtemps inachevés (gelés), la planification déséquilibrée et de plus en plus désarticulée, le gaspillage croissant d'énergie et de matières premières (voir tableau).

Un rapport élaboré par l'Académie des Sciences de Pologne, et cité par l'hebdomadaire *The Economist* du 6 juillet 1985, calcule les dépenses d'énergie (en équivalent de kg charbon) et de produits sidérurgiques (en équivalent de kg d'acier) pour chaque 1 000 dollars de produit national brut (au taux de change officiels) en moyenne pour les années 1979-1980 :

Pays	Energie	Prod. sidér.
URSS	1 490	135
RDA	1 356	88
Tchécoslovaquie	1 290	132
Hongrie	1 058	88
Grande-Bretagne	820	38
RFA	565	52
France	502(*)	42(*)
Suisse	371(*)	26(*)

(*). Ces chiffres ne sont pas tout-à-fait comparables ; l'industrie manufacturière joue un rôle plus réduit dans la formation du PNB de ces pays que dans les autres pays mentionnés.



Andropov aux funérailles de Brejnev. (DR)

Le réquisitoire de Gorbatchov a culminé dans une décision sensationnelle : le projet du prochain plan quinquennal 1986-1990 a été renvoyé au Gosplan pour modifications sérieuses. Gorbatchov a résumé ses critiques dans une attaque en règle contre le ministère de la sidérurgie : « *50 milliards de roubles d'investissements ont été assignés à la sidérurgie en quinze ans. La majeure partie en a été affectée au financement de la construction de nouvelles capacités, d'ailleurs incomplètes, alors que le rééquipement technique des entreprises a été négligé. En raison de la politique fautive du ministère de la sidérurgie et du ministre, le camarade Kazanets, ce secteur n'a pu réaliser les objectifs ni du 10ème ni du 11ème quinquennat. La situation qui s'y est créée exige des changements radicaux* » (4).

Qu'il y a cause globale d'alarme, cela est notamment attesté par le fait qu'après une brève reprise sous le fouet des mesures disciplinaires d'Andropov, le taux de croissance de la production industrielle s'est de nouveau mis à baisser cette année. D'après les sources soviétiques officielles, la production industrielle n'augmenta que de 3,1 % pendant la période janvier-juin 1985, contre 4,5 % pendant la période janvier-juin 1984 et 4,1 % pendant la période janvier-avril, la discordance fut même plus forte : 2,7 % contre respectivement 4,9 % et 4,4 % pour les deux années précédentes.

Les dénonciations sont significatives mais, somme toute, routinières, sauf en ce qui concerne le sens d'urgence qui les entoure. Elles renvoient à des conditions générales, dont nous avons souvent, et depuis longtemps, souligné le caractère structurel.

Le ralentissement de la croissance économique en Union soviétique reflète l'échec de la dictature bureaucratique à réaliser le passage du développement extensif au développement intensif de l'économie. Il entraîne une tension sans cesse croissante pour l'allocation de ressources supplémentaires. Contrairement à ce qui était la règle au cours de la période 1953-1973, le Kremlin ne peut plus simultanément développer les investissements

productifs, les dépenses militaires et le niveau de vie des masses. On retrouvera ces constatations textuellement dans le rapport de Gorbatchov. La conclusion est nette : il faut relancer la croissance avec moins d'investissements. Il faut « rationaliser » avant tout les investissements eux-mêmes.

L'accent est mis sur deux facteurs : modernisation et discipline. Gorbatchov est le héraut de la « révolution scientifique-technique », paraphrase de la troisième révolution technologique dans le langage de la nomenklatura. Automatiser, informatiser, robotiser : voilà les thèmes centraux qui sont repris en chœur par l'idéologie officielle et qui vont sans doute constituer le leitmotiv des documents « programmatiques » (la formule est encore une fois celle de Gorbatchov lui-même) du 27ème congrès du PCUS, convoqué pour février 1986.

2. A Moscou circule actuellement l'anecdote suivante : ayant été invité à un banquet par de hauts dignitaires du régime, Gorbatchov aurait demandé à connaître le coût total des agapes. Gênés, les responsables mirent du temps à effectuer le calcul, mais ils finirent quand même par présenter un chiffre. Gorbatchov le divisa par le nombre de convives et proposa de demander 50 roubles par personne présente.

50 roubles, c'est le quart du salaire mensuel moyen d'un ouvrier. Le quart du salaire mensuel ouvrier pour un seul repas de bureaucrate ! 50 roubles par mois, c'est aussi toute la pension de vieillesse que reçoivent la majorité des 51 millions de retraités en URSS. Belle synthèse de l'inégalité sociale dans ce pays et des privilèges de la bureaucratie. Il est à peine nécessaire d'ajouter le fait qu'une bonne partie des vivres consommés au banquet sont introuvables pour l'ouvrier, même s'il disposait de l'argent pour les acheter. Comme l'écrivait Trotsky, quand il y a pénurie, il faut un gendarme pour surveiller la queue devant les magasins, et le gendarme se sert le premier.

3. Dans son discours devant le comité central, Gorbatchov réclama pourtant une augmentation considérable de la production de ces « machines non compétitives ». La croissance de la production de machines doit se situer entre 9 à 12 % par an pendant la période 1986-1990, contre une croissance de 6 % pendant la période 1981-1984.

4. Une traduction in extenso du rapport Gorbatchov a notamment paru dans le quotidien *Frankfurter Rundschau* du 29 juin et du 1er juillet 1985.

Quant à la « discipline », elle doit consister en une majeure économie d'énergie et de matières premières, en un emploi plus rationnel de l'équipement et de la main-d'œuvre, en une réduction des demandes de moyens d'investissements supplémentaires pour réaliser les objectifs du plan. Tout cela est traditionnel, abstrait et irréaliste, vu les intérêts matériels de la bureaucratie plus que jamais « maîtresse de maison » dans l'économie.

La seule proposition concrète, c'est la réduction substantielle des travaux de construction d'usines nouvelles au profit d'une modernisation des usines et de l'outillage déjà existants. La « reconstruction » doit dorénavant absorber plus de 50 % des dépenses d'investissements, alors qu'elle ne s'élève actuellement qu'à 30 % environ de celles-ci.

L'AGRICULTURE ET LES SERVICES, BANC D'ESSAI DE L'EXTENSION DU MARCHÉ

Comment réaliser ce projet, ainsi que les projets annexes contenus dans le rapport Gorbatchov ? Il y a bien entendu, les allusions traditionnelles et routinières à « l'intéressement matériel » et à la « mobilisation des travailleurs ». Mais tout le monde sait qu'il ne s'agit là que de la phraséologie creuse, surtout vu le peu de résultats donnés par des formules analogues utilisées pour réaliser les « réformes Liberman-Kossyguine » du milieu des années 1960. Le seul recours restant est celui aux modifications administratives, c'est-à-dire à une refonte de la bureaucratie. C'est bien à cela, et à cela seulement, qu'aboutissent les propositions de Gorbatchov.

Il propose de renforcer simultanément le pouvoir des organes centraux de planification et le pouvoir des directeurs d'entreprises et de groupements d'entreprises. Ce sont donc les instances intermédiaires — ministères, surtout ceux des Républiques, organes locaux et régionaux, organes de branche, organes de contrôle — qui devront être réduits, en nombre, en compétence et en poids. Une simplification des indices du Plan accompagnera cette rationalisation bureaucratique.

Tout cela n'est pas très radical ni très convaincant. On en est ramené à la vieille locution du poète latin Horace : cela se termine en queue de poisson. Il y a une disproportion manifeste entre la gravité du mal, la sévérité du réquisitoire et le caractère flou et limité des remèdes proposés. On pense forcément au fameux « rapport de Novosibirsk » de 1983 dans lequel Tatiana Zaslavskaia avait formulé une analyse critique des vices structurels de l'économie soviétique, pour déboucher sur des propositions de réformes extrêmement vagues et limitées (5).

Cette référence n'est point fortuite. Malgré des réprimandes publiques à l'égard de Zaslavskaia, celle-ci n'a pas été démise de ses fonctions. Ses idées ne sont point tombées en discrédit. Elles ont été relancées dans une interview qu'elle a pu

faire paraître dans le numéro du 1er juin 1985 des *Izvestia*. Et elles semblent inspirer, du moins en partie, la réforme économique de Gorbatchov, comme elles avaient inspiré la « réforme expérimentale » d'Andropov (6). On retrouve en tout cas dans le « rapport de Novosibirsk » le même thème du renforcement parallèle de la planification centrale et du pouvoir des directeurs d'entreprises avec réduction du poids et du pouvoir des instances bureaucratiques intermédiaires, thème qui domine la « réforme Gorbatchov ».

Mais on y trouve aussi une autre proposition de réforme, qui n'a pas encore été reprise officiellement par Gorbatchov, mais qui viendra peut-être à l'avant-plan avant le congrès du PCUS de février 1986 : celle d'un élargissement de la sphère « privée » de l'économie marchande dans le domaine de l'agriculture et dans celui des services. L'interview de Zaslavskaya aux *Izvestia* mentionne explicitement la possibilité de mettre à l'œuvre un tel élargissement dans la sphère de l'agriculture, à condition qu'il reste « dans les limites de la loi ».

Il faut se rappeler à ce propos que Mikhail Gorbatchov a été pendant sept ans le maître de l'agriculture soviétique au sein du secrétariat du comité central du PCUS. Le moins que l'on puisse dire, c'est que le bilan de cette gestion n'est pas fort brillant. L'agriculture soviétique est en stagnation persistante. Le déficit de céréales fourragères aboutit à un plafonnement de la production de viande qui oscille autour de 60 kg par tête d'habitant, contre plus de 100 kg en France et 92 kg en RDA, pays de plus en plus cité en exemple par des dirigeants soviétiques (y compris Gorbatchov) en matière de planification et de gestion économique.

Cette année-ci, la production céréalière est en légère hausse. Elle se situera sans doute autour de 190-195 millions de tonnes. Mais on est loin de l'objectif de 240-250 millions de tonnes, initialement fixé pour le plan quinquennal 1981-1985.

Bien des indices laissent supposer que Gorbatchov désire stimuler la production sur les lopins privés des kolkhoziens (payans des fermes collectives) et des ouvriers des sovkhozes (fermes d'Etat), production tombée en stagnation sous Brejnev. Elle représente quelque 25 % de la production agricole totale, mais avec un poids plus grand dans le domaine de l'élevage et de la production des fruits et légumes (7). Stimuler la production privée mais sous le contrôle de l'Etat et avec des débouchés dans le circuit étatique et coopérateur : voilà une des solutions prônées par les réformateurs, qui se situe proche du modèle est-allemand, à mi-chemin entre la structure actuelle (héritée des ères Khrouchchev et Brejnev) de l'agriculture soviétique et le modèle hongrois, pour ne pas dire polonais ou yougoslave.

L'aspect le plus audacieux de cette réforme apparaît dans le domaine des services où elle est expérimentalement appliquée dans la République socialiste soviétique (RSS) d'Estonie. Selon un article paru dans les *Izvestia* du 19 août 1985, le secteur des services de réparation

en Union soviétique est aujourd'hui l'un de ceux qui donnent le moins de satisfaction à la population. Les services de réparation étatiques-coopérateurs « officiels » ont un chiffre d'affaires de 6 à 7 milliards de roubles par an. Le « travail noir » a un chiffre d'affaires équivalent. Les besoins de réparation non satisfaits sont estimés à quelque 5,5 à 6 milliards de roubles par an, c'est-à-dire un tiers du total.

Quelques 17 à 20 millions de travailleurs s'adonnent à ce travail noir de réparateur en plus de leur « emploi officiel » qui en souffre évidemment, en pillant notamment ses ressources (8).

En RSS d'Estonie, l'association de réparation d'appareils de radio et de télévision « Elektron » de Tallin a donné un de ses ateliers en fermage à une brigade de techniciens, contre un loyer mensuel de 650 roubles par technicien. Ceux-ci doivent en outre payer les frais de matériaux, d'électricité, de chauffage etc. En échange, ils peuvent demander aux clients le prix de réparation qui bon leur semble. Celui-ci sera donc établi par le jeu de la loi de l'offre et de la demande. Les réparateurs peuvent conserver 70 % de leurs revenus. Ils doivent verser 30 % à l'entreprise étatique, sorte d'impôt sur les bénéfices.

Le résultat semble avoir été sensationnel. La durée d'attente pour les réparations qui était de deux semaines — Tallin est privilégié à ce propos : à Moscou et à Leningrad, l'attente est bien plus longue — a été réduite à une ou deux journées. L'appareil remis le matin est souvent réparé et repris le soir. La qualité des travaux s'est améliorée de manière remarquable. Les pots-de-vin ont disparus, les prix se sont stabilisés rapidement. En fait, l'offre et la demande se sont équilibrés à tel point que la brigade part maintenant à la recherche de nouveaux clients à la campagne, les besoins de Tallin ayant été rapidement saturés.

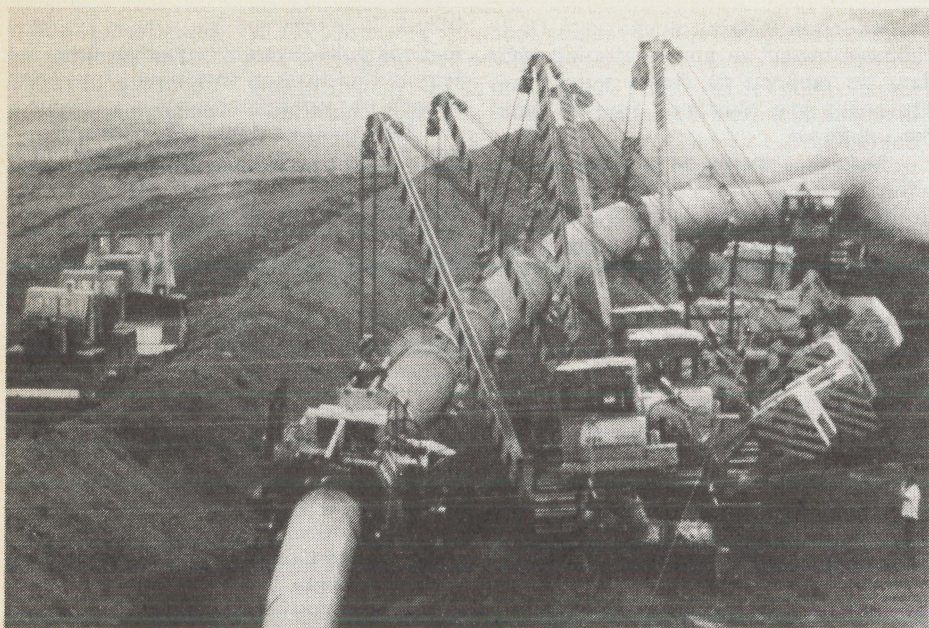
Le fait que ce genre d'articles soit publié dans la presse semble indiquer que Gorbatchov et son équipe désirent étendre ce genre d'expériences, celui des services étant déjà plus proche du modèle hongrois. Mais comme l'exemple de la

5. Sur le rapport de Tatiana Zaslavskaia, voir l'article de Marina Bek dans *Inprecor* numéro 193 du 1er avril 1985.

6. Celle-ci concernait un nombre limité de branches et d'entreprises, où le pouvoir des directeurs pour déterminer le prix et l'assortiment des produits a été élargi.

7. Pour les fruits et les légumes — moins les pommes de terre — les jardins des travailleurs citadins jouent également un rôle non négligeable.

8. Dans son excellent ouvrage *Travail et travailleurs en URSS* (éditions la Découverte, Paris, 1984), Jacques Sapir rappelle que sous Andropov, pour combattre l'absentéisme qui est en partie le produit du travail noir, et qui est accentué par l'alcoolisme, on a fait une tentative de « chasse aux embusqués » qui a fait long feu : « L'envoi des miliciens, au début de l'année 1983, pour contrôler si les gens présents dans les cafés, les cinémas, les théâtres, n'étaient pas des travailleurs absenteïstes peut être un indice. Mais la manière dont cette campagne a tourné court montre aussi les limites d'une action coercitive. On ne peut mettre un policier derrière 128 millions de travailleurs. » (p. 68)



Construction d'un oléoduc en URSS. (DR)

Hongrie lui-même l'indique, appliquer ce genre de réformes dans la grande industrie n'est guère facile ni assuré de succès, tant économique que social.

LE CAS TEST DES ORDINATEURS

Le retard soviétique dans le domaine de la diffusion et de l'utilisation des ordinateurs résume en quelque sorte les problèmes scientifiques, techniques, économiques, sociaux et politiques avec lesquels la « réforme Gorbatchov » est confrontée.

Dans le domaine de la recherche scientifique pure, on ne peut guère parler d'un retard prononcé de l'Union soviétique par rapport aux Etats-Unis, à l'Europe ou au Japon : les mathématiciens soviétiques sont parmi les meilleurs du monde. Vladimir Gurevitch a affirmé, le 20 janvier 1985 à Radio Moscou, que l'Union soviétique était en train de produire à Severodonetsk le super-ordinateur le plus avancé du monde. Nous ne savons pas s'il s'agit d'une vantardise mais, en soi, l'information n'est pas invraisemblable.

Il y a cependant une énorme distance entre, d'une part, le projet, la fabrication des prototypes, les premiers essais et, d'autre part, la production en série, voire l'utilisation généralisée. A ce propos, le retard de l'Union soviétique est indéniable, frappant et lourd de conséquences. Le seul type d'ordinateur auquel les entreprises, les administrations et les écoles ont pratiquement accès — et encore ! — est celui dit de troisième génération. La production dite de quatrième génération — généralisée en Occident — a à peine commencé. Seul 35 % des grandes entreprises soviétiques (employant plus de 500 salariés) sont dotées d'un ordinateur, alors que ce pourcentage est près de 100 % aux Etats-Unis et au Japon. Alors que le plan quinquennal courant avait prévu une production annuelle de software (logiciel) de 2,5 à 3 milliards de roubles, la production réelle a atteint en 1983 et 1984 à peine 1 % de ce chiffre.

Les ordinateurs ne sont employés en moyenne que 12 heures par jour, contre un emploi prévu par le plan de 18 à 20 heures.

L'introduction massive des ordinateurs dans les écoles est une nécessité urgente pour préparer la jeune génération soviétique à l'emploi généralisé de ce nouvel instrument de travail et de recherche. Vu la production insuffisante en Union soviétique même et les capacités d'exportation limitées de la RDA, les autorités soviétiques se sont adressées à des firmes britanniques et américaines en vue d'importer à grande échelle des ordinateurs « personnels » du type Apple-Macintosh ou IBM PC-AT. Mais le retard est là. Il est estimé de 10 à 15 ans par rapport aux Etats-Unis, et de 5 à 10 ans par rapport au Japon et à la Grande-Bretagne, en ce qui concerne la quantité et la qualité des ordinateurs largement diffusés.

Il est encore plus prononcé en ce qui concerne leur utilisation. Au début des années 1970, l'idée était largement répandue en Union soviétique et en RDA que l'économie planifiée se prêterait beaucoup mieux que l'économie capitaliste à l'emploi des ordinateurs pour planifier et gérer la production, les investissements, la vie économique dans son ensemble. Des projets pour un système central unifié d'information de toute l'économie nationale de l'Union soviétique avaient été élaborés. Aujourd'hui, philosophes, économistes, managers et apparatchiks soviétiques doivent bien déchanter. L'utilisation généralisée et rationnelle des ordinateurs dans la gestion des entreprises et de l'économie nationale se heurte à des difficultés innombrables et semble-t-il croissantes.

Certaines de ces difficultés sont de nature techniques, mais difficiles à éliminer à court ou moyen terme : insuffisance d'infrastructure (notamment déficience du système des téléphones et des télécommunications en général), pénurie d'électroniciens et surtout de spécialistes en software, difficultés à justifier les

avantages de l'emploi de l'informatique en termes financiers ou de productivité (l'introduction des ordinateurs ne conduit pas à la suppression des départements mécaniques ou même manuels de comptabilité ou de correspondance, etc.).

Mais les principales difficultés sont socio-économiques et socio-politiques. L'emploi généralisé de l'ordinateur pré-suppose la transparence et la diffusion sans entraves des informations, ce qui est garanti au sein des entreprises capitalistes par la propriété privée. Sa diffusion à l'ensemble de l'économie nationale n'est pas indispensable pour le fonctionnement d'une économie de marché (9).

Au sein de l'économie soviétique, vu l'intérêt matériel des bureaucrates à obtenir le maximum de ressources pour des objectifs du plan aussi réduits que possible, non seulement la transparence des informations n'est pas assurée entre les entreprises et les instances supérieures, mais elle en est pratiquement exclue. Elle est même limitée au sein de l'entreprise. Le système de gestion bureaucratique fonctionne en bonne partie sur la base de faux renseignements, reconnus comme tels par tous les intéressés, c'est-à-dire sur ce que l'ancien Premier ministre communiste de Hongrie, Andras Hegedus, a appelé jadis « l'irresponsabilité généralisée » (10). Comment utiliser « rationnellement » un système unifié d'ordinateurs dans ces conditions-là ? Le système de gestion bureaucratique lui-même semble y faire obstacle (11).

A côté de la difficulté socio-économique, il y a la difficulté socio-politique. L'ordinateur personnel est normalement doté d'une imprimante, c'est-à-dire d'un appareil d'impression qui peut fonctionner comme une petite offset ou comme une polycopieuse. Du coup, des millions d'ordinateurs personnels répandus dans les écoles, les universités, les entreprises, ce sont autant de sources de samizdats en puissance, d'innombrables publications échappant à la censure. Quel cauchemar pour le KGB, et quelle aubaine pour ce que les « organes » appellent « l'agitation antisoviétique » et qui n'est que l'exercice normal, naturel, prévu et défendu par Marx et Lénine, du droit des travailleurs à exprimer franchement et publiquement leurs opinions sur toute la réalité sociale dans un Etat ouvrier.

9. La préoccupation croissante de la bourgeoisie et de son Etat concernant les « crimes informatiques » reflète bien cette contradiction. L'accès relativement facile de « gens extérieurs à l'entreprise » aux informations relatives à celle-ci « fausse la concurrence ».

10. Le rapport de Novosibirsk insistait de même, une décennie plus tard, sur le fait que le système de gestion économique (et il faut y ajouter « sociale et politique ») en vigueur en URSS génère « la paresse, la malhonnêteté et un bas niveau moral au sein de la population dans son ensemble ». Il aurait pu ajouter : l'exemple vient d'en haut, le poisson commence à pourrir par sa tête.

11. Voir à ce propos des considérations intéressantes contenues dans une thèse de doctorat de William K. McHenry, un spécialiste américain (fort hostile au communisme) de l'informatique soviétique.

Ce sont ces deux difficultés-là qui ont provoqué des hésitations et des débats multiples au sein de l'establishment soviétique quant à l'opportunité de diffuser largement les ordinateurs miniaturisés dans l'administration et dans l'enseignement. Le progrès technique étant irrésistible dans le monde qui est le nôtre — notamment sous la pression de la compétition entre les deux systèmes —, l'ordinateur finira par percer massivement en URSS également. Mais des bureaucrates tenteront toutes sortes de compromis pour « limiter les dégâts ». Ainsi, est-il question de décentraliser les ordinateurs mais de centraliser les imprimantes, c'est-à-dire de généraliser des ordinateurs personnels mutilés, coupés de leurs moyens d'impression.

LE CHOIX EST SOCIAL

Ainsi, le dilemme de Gorbatchov est-il de nature essentiellement sociale. Il s'agit d'un choix entre intérêts sociaux contradictoires qui se heurtent dès le départ de la « réforme » et qui doivent entrer en collision explosive les uns avec les autres, si certains développements sont poursuivis jusqu'au bout (12).

La « rationalisation bureaucratique de la gestion bureaucratique » implique de toute évidence un accroissement des droits des directeurs, qui frappera la garantie de l'emploi, la principale conquête de la révolution d'octobre qui survit pour les travailleurs soviétiques. Toutes les tentatives de contourner cette difficulté, notamment grâce à l'auto-discipline et à l'auto-licenciement des collectifs de salariés, par le truchement du système des brigades et en faisant miroiter des augmentations substantielles des primes (pour une minorité), se sont heurtées jusqu'ici à la solidarité de classe et à l'égalitarisme instinctif des ouvriers (13). Il est peu probable que la simple pression politique fasse sauter ce verrou. Il faudra une pression économique majeure, c'est-à-dire

l'introduction massive du chômage. Or, le chômage massif ne pourra être introduit dans les rapports de forces actuels sans provoquer une résistance ouvrière énorme, explosive.

Mais si ce verrou de la résistance ouvrière ne saute pas, l'accroissement des droits des directeurs restera limité, se réduisant essentiellement à une redistribution mineure des compétences au sein même de la bureaucratie. Les effets positifs sur le taux de croissance économique, sur l'accélération de l'innovation technologique (14), seront donc limités dans le temps, même s'ils peuvent être réels, comme le furent ceux des premières réformes Malenkov-Khrouchtchev, puis des réformes Liberman-Kossyguine. Après quelques années, les mêmes causes auront les mêmes effets. Le mal est structurel et non pas conjoncturel.

Tout indique que par ses origines, sa nature sociale, la tournure de sa pensée, Gorbatchov est incapable de se détacher de l'appareil tentaculaire qui, par mille moyens d'obstruction, défend le statu quo, c'est-à-dire ses privilèges. La crise de l'économie et de la société soviétiques, même limitée à la description qu'en donnent le « rapport de Novosibirsk » et les rapports de Gorbatchov, et qui restent loin en deçà de la réalité, exigent une cure radicale. Elle s'appelle gestion démocratiquement centralisée de l'économie par les travailleurs eux-mêmes, groupés dans leurs conseils démocratiquement élus, agissant en pleine publicité de leurs débats et de leurs décisions; motivation profonde des producteurs par la réduction énergétique de l'inégalité sociale et la participation claire et transparente de toutes et de tous au dividende social; libération, de ce fait, de l'énorme potentiel créateur des masses laborieuses. Ce virage est irréalisable sans l'abolition de la nomenklatura, la suppression du monopole politique de la bureaucratie à travers l'URSS, l'introduction du pluralisme po-

litique, la légalisation des partis et des formations politiques qui respectent dans les faits la Constitution soviétique. Tout cela réclame une véritable révolution politique.

Gorbatchov a quelquefois des accents qui, à côté du verbiage traditionnel et de la langue de bois, reflètent une prise de conscience de la gravité de l'enjeu. Dans l'interview qu'il a accordée à l'hebdomadaire *Time*, du 9 septembre 1985, il affirme notamment : « *Le besoin d'un changement drastique et la nécessité d'une amélioration radicale de la performance (des résultats) ne sont pas seulement appuyés par le peuple ; ils deviennent sa revendication, l'impératif réel de notre époque.* » « *Changement drastique* », « *amélioration radicale* », ces paroles ont un accent précis, mais ce ne sont pas les réformes bureaucratiques prévues par le même Gorbatchov qui pourront atteindre ces buts.

Quand Gorbatchov rappelle les grandes réalisations de l'Union soviétique, grâce aux structures créées par la révolution d'octobre, il n'a pas tort. Si les propagandistes impérialistes se moquent de l'URSS, qui compte aujourd'hui un quart des diplômés scientifiques et près de la moitié des ingénieurs du monde entier tout en manifestant un retard technologique accentué par rapport aux pays impérialistes, leur mauvaise joie, leur « Schadenfreude » est par trop rapide et par trop facile. Ces savants, ces ingénieurs, la qualification et la culture des travailleurs soviétiques, ce sont des faits et des faits impressionnants. Quiconque ne comprend pas cela ne comprend pas la réalité mondiale d'aujourd'hui dans son ensemble.

C'est l'immobilisme et la mainmise de la bureaucratie soviétique qui empêchent cet énorme potentiel d'avoir le rendement qu'il pourrait avoir pour le bien des peuples soviétiques, pour le bien du socialisme international et pour celui de l'humanité toute entière (15). Si les masses soviétiques éliminent cette mainmise, le monde changera aussi rapidement et aussi dramatiquement que pendant les dix jours qui l'ébranlèrent en octobre 1917. ■

Ernest MANDEL,
11 septembre 1985.

Gorbatchov avec Jaruzelski avant une réunion du pacte de Varsovie. (DR)



12. Le rapport de Novosibirsk avait explicitement mentionné les intérêts contradictoires de diverses couches sociales comme l'une des causes du retard d'une réforme économique radicale en URSS. Gorbatchov lui-même a fait allusion au même phénomène, fût-ce en des termes atténués. Sur tout le débat déclenché en URSS concernant l'existence de telles contradictions, voir l'article déjà cité, de Marina Bek, paru dans *Inprecor* numéro 193 du 1er avril 1985.

13. Un industriel français invité en URSS rapporte à ce propos des détails intéressants dans un reportage paru dans la revue *l'Expansion* du 24 mai 1985.

14. Gorbatchov a promis d'augmenter les salaires des ingénieurs et des techniciens et d'accroître les primes pour les « innovateurs ».

15. Le professeur Harley D. Balzer a récemment analysé les causes de cette contradiction dans la revue américaine *Issues in Science and Technology*. Elles se ramènent toutes à la gestion et à la dictature bureaucratiques et non au système de propriété collective des moyens de production ou à la planification économique.

La crise de la dictature s'accroît

C'EST une nouvelle phase de la crise politique qui s'ouvre aujourd'hui au Chili. Une crise politique qui se traduit par des tensions internes très fortes — conflits au sein de l'armée, séparation relative de l'appareil judiciaire et du pouvoir militaire, contradictions avec l'Eglise, crise entre la dictature et les organisations patronales.

Parmi les dernières manifestations de cette crise, il faut signaler la démission du général Mendoza, membre de la junte et chef des carabiniers, l'arrestation de responsables de la police, ainsi que la rencontre unitaire de toute l'opposition bourgeoise à l'initiative de l'Eglise.

Si aujourd'hui l'état de siège a été levé, la censure allégée, et Pinochet contraint à reculer devant les tensions internes du régime comme des forces armées, la voie choisie par la dictature pour régler les problèmes de la société chilienne reste celle de la répression et de l'affrontement avec le mouvement de masse. Pendant la période de l'état de siège, d'octobre 1984 à juin 1985, plus de 33 000 personnes ont été emprisonnées et une centaine expulsées du pays chaque semaine. La censure a été généralisée pour la presse et toute réunion a été interdite. Le

régime s'est aussi appuyé sur l'action de groupes paramilitaires et de groupes de CNI (1), pour qui la méthode de l'attentat ou de l'assassinat « sélectif » est maintenant la règle, comme l'a montré l'affaire des « 3 Degollados » (2). La politique d'occupation militaire des quartiers populaires par la police et l'armée a répandu la terreur parmi les habitants.

Mais autant la répression reste la marque de domination du régime, ce qui montre que les rapports de forces entre les classes instaurés par le coup d'Etat de septembre 1973 n'ont pas été renversés, autant le cycle de luttes de classes ouvert par l'irruption du mouvement de masse en 1982-1983, qui marque l'ouverture d'une nouvelle période politique, est loin d'avoir été interrompu par l'état de siège et la répression. Depuis 1982-1983, des flux et des reflux partiels se sont succédés ; mais la politique de répression n'a pas brisé la vague de luttes du peuple chilien. La situation n'est plus ce qu'elle était avant. Nous sommes entrés dans la phase d'agonie de la dictature. La crise chilienne est tellement profonde que le régime ne peut que se fissurer chaque jour davantage sous le poids de ses propres contradictions et sous la pression du mouvement de masse.

Jair GIL

Le Chili tient peu souvent l'avant-scène de la crise économique mondiale, mais sa situation n'en est pas meilleure pour autant. Le pays s'enfonce dans la crise et la misère. Le taux de chômage est de 30 %, donnée stable malgré les falsifications de la statistique officielle qui parle de baisse du chômage. Le taux d'inflation est de plus de 200 % depuis 1981 et de 25 % ces six derniers mois. Le salaire moyen d'un ouvrier est de 8 000 à 10 000 pesos par mois, alors que le minimum vital pour une famille moyenne de cinq personnes serait de 25 000 pesos par mois (3). L'inflation accélère la paupérisation de toutes les couches de la classe ouvrière et de la petite bourgeoisie.

La dette extérieure, qui s'accroît aujourd'hui dans tous les pays d'Amérique latine se manifeste, au Chili en particulier, par une dépendance de plus en plus marquée par rapport à l'impérialisme. De 9 milliards de dollars en 1973, elle est passée à plus de 20 milliards en 1985. Cette année, le Chili vient encore de s'endetter pour plus de 850 millions de dollars, sans compter les investissements de la Banque interaméricaine de développement (BID), qui se montent à plus de 400 millions de dollars.

Après l'expérience ultra-monétariste des Chicago Boys (4), le Chili est le pays où l'impérialisme expérimente la « stratégie Kissinger », c'est-à-dire celle du remboursement de la dette par l'acquisition directe des principales richesses du pays par les grandes banques mondiales. Ainsi, la dette extérieure chilienne serait amor-

tie par l'acquisition américaine des mines de cuivre chiliennes. De telles acquisitions seraient rendues possibles par la loi de dénationalisation du cuivre, qui n'est encore entrée que partiellement en vigueur aujourd'hui. Enfin, les voyages à travers le monde du ministre de l'Economie et des Finances, Hernan Büchi, n'ont qu'un seul but, celui d'ouvrir encore et toujours plus le Chili au marché mondial. Pour cela, le ministre a annoncé la baisse de 35 % à 30 % des droits de douane à partir du 1er mars 1985, appliquant ainsi de manière systématique les principes des Chicago Boys.

Voilà quelques-unes des données qui sont à l'origine de la situation toujours plus misérable de milliers de Chiliens. La misère frappe des couches très larges de la population. Le nombre des chômeurs et des sans-abri s'accroît et leurs conditions de survie empirent de jour en jour. Des travailleurs qui ont la « chance » d'avoir un emploi voient que leurs salaires traînent loin derrière les prix. Enfin, des couches de la petite bourgeoisie se trouvent toujours plus paupérisées, voire dans certains cas rejetées dans le sous-prolétariat. Tout cela s'est considérablement aggravé avec le tremblement de terre de février 1985, qui a jeté des milliers de Chiliens à la rue et qui a notamment accentué une crise du logement déjà très profonde. Enfin, citons une anecdote, pour montrer jusqu'où peut aller le cynisme des dirigeants chiliens dans la poursuite de leur politique de misère. Alors que depuis longtemps il était habituel de donner gratuitement du lait aux nourrissons chiliens dans les hôpitaux à leur naissance, le ministre

de la Santé a décrété qu'il fallait remplacer le lait par du riz et de l'eau de riz. Pourtant, le scandale fut si grand, l'émotion fut si énorme, que Pinochet dut reculer et intervenir lui-même pour qu'on redonne du lait aux bébés.

LA CRISE POLITIQUE

La crise économique et sociale est profonde, mais les éléments de décomposition politique qui touchent maintenant le régime prennent une réelle dimension déstabilisatrice. Depuis 1982-1983, la domination politique de la dictature est devenue très instable. C'est à cette époque que le mouvement de masse a fait irruption sur la scène politique (5). Pinochet a réagi en août 1983 en nommant à la tête

1. Centrale nationale d'information (police politique).

2. Trois dirigeants du parti communiste chilien enlevés et égorgés en février 1985. Quatorze policiers ont été inculpés de ces meurtres le 1er août. Suite à ces inculpations, le général Mendoza, membre de la junte au pouvoir, et d'autres responsables de la police ont démissionné.

3. *Latin America Regional Reports (Southern Cone)*, RS-84-05, Londres, 29 juin 1984.

4. Partisans de l'« école de Chicago » dont le fondateur est l'économiste américain Milton Friedman. Cette école lie les fluctuations de l'activité économique à la question de l'offre de la monnaie plutôt qu'à l'investissement et a développé une théorie « monétariste » d'ultra-libéralisme économique, remettant en cause l'intervention de l'Etat dans les mécanismes économiques du capitalisme.

5. Cf *Inprecor* numéros 156 du 12 septembre 1983 et 160 du 7 novembre 1983.



Un char devant le palais présidentiel à Santiago, le 11 septembre 1973. (DR)

du gouvernement et au ministère de l'Intérieur Onofre Jarpa, ancien président du Parti national, formation d'extrême-droite qui avait appuyé le coup d'Etat de 1973. Les vannes sont ainsi ouvertes et le régime semble vaciller. Mais en réalité, en faisant mine de partager le pouvoir avec Jarpa, comme homme de dialogue avec la bourgeoisie d'opposition, Pinochet gagnait du temps, paralysait les partis bourgeois dans une comédie de négociation et tentait d'épuiser le mouvement de masse dans des mobilisations sans perspectives.

En effet, le dialogue avec les militaires, enlisa tout le monde dans des discussions sans fin sur les éventualités d'une possible réforme du régime, alors que le mouvement de masse se faisait plus menaçant. En particulier, son centre de gravité se déplaça, pour passer de l'opposition bourgeoise aux forces de gauche et surtout au Parti communiste chilien (PCC). Pinochet voulait faire la démonstration de l'incapacité des forces politiques bourgeoises, de leur non maîtrise du mouvement de masse, des risques qu'il y avait que celui-ci les déborde. Et, en effet, c'est cette démonstration que put faire le dictateur lors de la grève générale du 30 octobre 1984, au cours de laquelle toute la bourgeoisie chilienne prit peur devant le spectre du mouvement de masse. Ainsi, malgré l'approfondissement de la crise politique du régime, ces données permirent à Pinochet d'apparaître, d'une certaine manière, comme le sauveur d'une bourgeoisie qui poussera un « ouf » de soulagement une fois le mouvement de masse contenu.

Encore une fois, après bien des manœuvres et des contre-manœuvres, Pinochet allait réussir à s'imposer et à démontrer que, face au peuple chilien, la seule politique bourgeoise efficace restait la sienne, et cela alors même que le régime n'a plus de base sociale substantielle. C'est ce qui permet aujourd'hui à Pinochet de commencer — chose inenvisageable en 1982-1983 — des négociations sur la base de son maintien au pouvoir jusqu'en 1989, date prévue par la Constitution chilienne de 1980. C'est d'ailleurs le sens des spéculations sur les formes institu-

tionnelles de la transition. On discute aujourd'hui de la possibilité d'une assemblée désignée entièrement ou partiellement par la junte, ainsi que de la manière d'intégrer les forces politiques bourgeoises dans ce processus. La dictature exerce de plus une pression sur l'ensemble des forces politiques pour exclure le PCC de la transition.

Tous ces plans sont des plus fragiles et tous ces échafaudages peuvent s'écrouler, mais ils traduisent le contexte politique chilien actuel. La crise économique, sociale et politique s'approfondit, mais la faiblesse de toutes les alternatives bourgeoises ou ouvrières à la dictature donne un espace aux manœuvres de Pinochet qui, jusqu'à maintenant, a conservé le contrôle de l'armée, institution fondamentale du régime. Cette situation rend difficile tout pronostic à court terme, car si l'approfondissement général de la crise pousse à l'« ouverture », quelles qu'en soient les formes (par exemple un « coup d'Etat dans le coup d'Etat », c'est-à-dire une mise à l'écart de Pinochet par une fraction des forces armées) et au renversement de la dictature, la crise de direction et d'organisation des partis bourgeois comme du mouvement de masse donne encore une marge de manœuvre à la dictature.

C'est dans ce cadre que se situe la Démocratie chrétienne (DC), principal parti bourgeois d'opposition. S'il y avait aujourd'hui des élections au Chili, la DC serait sans doute le premier parti du pays, et de loin. Les élections universitaires, qui ont toujours constitué au Chili un sondage grandeur nature pour des élections générales, montrent d'ailleurs la tendance, en donnant plus de 30 % des votes à la DC. Cette dernière n'est pas seulement un parti électoral, mais un parti bourgeois qui conserve une base populaire. C'est là une donnée fondamentale. Même s'il n'a pas les mêmes liens étroits que par le passé avec le mouvement de masse, il garde une réelle capacité de mobilisation. Sa reconstruction a donné lieu à l'émergence d'une série de courants qui évoluent à gauche, en particulier dans la radicalisation de certains syndicalistes et de com-

munautés de base chrétiens. Mais l'essentiel de son appareil et de sa direction est entre les mains de politiciens bourgeois qui recherchent aujourd'hui l'accord avec les militaires.

C'est la signification de la dernière lettre de Gabriel Valdés, secrétaire général de la Démocratie chrétienne, lettre qui précise les points clef de la ligne de ce parti, à savoir :

- la constitution d'un front civique composé de l'ensemble des forces sociales et politiques du pays, à l'exclusion du PCC ;

- un pacte social qui créerait un consensus pour relayer les diktats du FMI, en particulier en ce qui concerne la dette extérieure ;

- enfin, un dialogue avec le PCC, à condition qu'il rompe avec sa politique de rébellion populaire.

C'est le sens de l'initiative de Mgr Fresno, archevêque de Santiago, qui a organisé en août 1985 une table ronde de toute l'opposition bourgeoise laquelle, dans sa grande majorité, garde ses distances avec le PCC. Toutes ces manœuvres visent à marginaliser le PCC et à l'obliger d'accepter les accords entre l'opposition bourgeoise et la dictature militaire.

On assiste donc à la mise en place d'une politique qui vise à assurer les militaires d'une certaine continuité et à rassurer la bourgeoisie chilienne dans sa capacité à maîtriser le PCC et le mouvement de masse. La difficulté d'une telle politique réside dans l'absence de partenaires, car le PCC reste un interlocuteur incontournable. Or, la DC le rejette pour l'instant et, de l'autre côté, les partenaires tant désirés, c'est-à-dire les militaires, ne veulent entendre aucun appel de la DC, au moins dans l'immédiat. Quant à la politique de pacte social, elle reste non seulement très théorique, mais la crise économique mondiale et les diktats du FMI rendent difficile sa réalisation. Donc, si la DC demeure le principal parti bourgeois et si elle constitue pour la bourgeoisie l'instrument décisif de toute solution politique alternative au régime militaire, l'acuité des contradictions sociales et politiques n'ont pu permettre le déploiement de sa politique. Au contraire, les manœuvres de Pinochet et de la dictature militaire ont réussi en quelques mois à gaspiller une partie du crédit politique de la DC.

LA SITUATION DE LA GAUCHE CHILIENNE

Un des changements fondamentaux de la dernière décennie par rapport au cycle historique qui va des années 1930 aux années 1970, est constitué par la disparition du Parti socialiste (PS), parti ouvrier de masse aux fortes tendances centristes, oscillant entre réforme et révolution.

Le Parti socialiste, plus vulnérable face à la répression que le PCC, ne s'est pas relevé des mutations qu'a connu le Chili. Ce parti a subi un processus de désagrégation en plusieurs courants et sous-courants : le Bloc socialiste, le PS-

Briones intégré dans l'Alliance démocratique (6), le PS-Almeyda satellisé par le PCC et maintenant divisé en trois fractions, sans compter d'autres courants et sous-courants. Avec la fin du socialisme historique chilien, c'est un mouvement de la gauche vers la droite qu'ont connu tous les courants issus du PS.

Cette évolution est tout d'abord illustrée par la multiplication des références à la social-démocratie européenne, alors que le socialisme chilien avait ses propres spécificités. Ensuite, à l'exception des fractions almeydistes, tous les courants ont abandonné leurs références marxistes, même formelles, ainsi que toute orientation anticapitaliste, et cela au nom de la « démocratie ». Ainsi, au nom du socialisme démocratique, du « socialisme de base » contre, en particulier, sa caricature stalinienne, on identifie démocratie et institutions démocratiques de l'Etat bourgeois et on adopte une orientation pour des réformes de cet Etat et de l'économie capitaliste. Au nom de l'abandon d'une stratégie militariste de lutte armée, orientation défendue dans le passé par nombre de ces « nouveaux » socialistes, est également abandonnée toute perspective de destruction de l'Etat bourgeois. Tel est l'aboutissement d'une orientation qui rejoint maintenant le réformisme social-démocrate le plus classique.

Quant à la tactique politique qu'il faudrait suivre, les socialistes sont divisés sur plusieurs questions. D'abord, sur la participation à des coalitions animées par la Démocratie chrétienne, le Bloc socialiste veut construire un rapport des forces meilleur avant de définir une tactique vis-à-vis de la DC. Ensuite, sur l'attitude par rapport au PCC, certains courants, comme le PS-Almeyda, sont liés à ce parti alors que d'autres rejettent toute alliance avec lui. Enfin, les socialistes sont divisés sur la question des syndicats, la majorité des courants prônant le pluralisme syndical, au nom de la nécessité de construire des « centrales syndicales idéologiques », c'est-à-dire au nom de la nécessité pour chaque parti, pour chaque courant de pensée, de construire son propre syndicat.

Aujourd'hui, c'est le Parti communiste qui s'est reconstruit avec le plus de force. Le PCC est omniprésent dans la jeunesse, dans les quartiers populaires, dans certaines organisations syndicales. C'est le parti qui a la plus grande capacité de mobilisation dans tout le pays et surtout dans la jeunesse, même s'il n'a pas retrouvé des rapports organiques avec la classe ouvrière aussi forts que dans le passé. Cela s'explique par des raisons objectives, à savoir l'affaiblissement général des structures du mouvement ouvrier, comme par des raisons subjectives, c'est-à-dire l'orientation de collaboration de classes, ce qui, dans les conditions politiques chiliennes actuelles, limite la structuration du parti et de ses organisations, comme le montre l'exemple du Mouvement démocratique populaire (MDP). Pour faire contrepoids à l'Alliance démocratique, le PCC lança le MDP en 1983, composé du PCC, du PS-Almeyda et du Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR). Malgré ses limites

programmatiques, sa plate-forme et certaines de ses déclarations reprenant des positions de collaboration de classes, le MDP va très vite devenir un pôle de mobilisations populaires qui va contester puis ravir à l'Alliance démocratique la direction des dernières « protestas » et même de la grève d'octobre 1984. Mais, alors que la construction des comités de base du MDP — tâche que devaient reprendre les révolutionnaires — aurait constitué à n'en pas douter un saut qualitatif dans l'organisation de la mobilisation, le PCC ne chercha pas à les construire. Cette politique a aussi son expression syndicale. En effet, sa politique de pacte social empêche le PCC de reconstruire le mouvement syndical. De plus, la Démocratie chrétienne tente aujourd'hui d'obtenir, en échange de certains accords politiques, la dissolution du Commando métropolitain des travailleurs (CMT), organisation qui regroupe les syndicats les plus combattifs de Santiago.

Mais cette faiblesse des liens organiques avec le mouvement de masse ne doit pas masquer l'énorme développement du PCC sur son orientation de rébellion populaire. En fait, cette orientation donne un large avantage au PCC : elle lui permet de couvrir tout l'éventail du champ politique, depuis la lutte armée jusqu'aux accords avec la Démocratie chrétienne. Avec le Front patriotique Manuel Rodriguez (FPMR), le PCC a d'une part repris le contrôle de toutes les activités militaires de militants des jeunes communistes ou du MIR, activités qui lui échappaient à un moment. D'autre part, il a renforcé son capital politique, surtout dans la jeunesse, où des milliers de jeunes adhèrent à cette ligne de rébellion populaire, lui donnant un caractère non seulement antidictatorial mais aussi révolutionnaire, assimilant leur combat à celui du FSLN nicaraguayen par exemple.

Ces jeunes chargent d'un contenu révolutionnaire la ligne de rébellion populaire, à travers des manifestations, des attentats, des actions armées, etc. alors que pour le PCC, cette ligne n'a qu'une fonction de pression sur la dictature et les partis bourgeois. Lutte armée de pression, voilà la signification de la ligne du PCC, même si elle est présentée comme une orientation stratégique. Car la stratégie, elle, reste celle de l'accord avec la Démocratie chrétienne et la démocratisation des forces armées. C'est d'ailleurs le sens de la réponse du PCC à la lettre de Gabriel Valdès dont nous avons déjà parlé. Le PCC se déclare prêt à soutenir un gouvernement bourgeois exprimant une certaine rupture avec l'ordre militaire. Ainsi, l'accord stratégique avec la bourgeoisie en fonction du schéma classique des staliens, celui de la « révolution par étapes », reste la ligne du PCC. C'est d'ailleurs le sens de la nouvelle coalition que ce dernier vient de constituer, intitulée Intransigence démocratique. Ajoutons que cette stratégie s'accompagne d'une allégeance totale du PCC à l'URSS. Mettre à nu ces perspectives est d'autant plus décisif qu'elles créent des contradictions au sein même des rangs communistes. Ainsi,



Une affiche d'Allende au siège du PCC, à l'époque de l'Unité populaire. (DR)

les militants communistes n'ont pas compris que la direction du PCC ne réagisse pas après l'assassinat de trois de ses dirigeants. Il n'y eut ni réponses militaires ni mobilisations de masse.

Mais, malgré tout, il faut souligner que les effets néfastes de cette politique ont tendance à être sous-estimés. En effet, la leçon que tirent aujourd'hui des centaines de cadres communistes et des milliers de jeunes, c'est que le bilan négatif de l'Unité populaire (UP) (7) est celui d'une UP désarmée, d'une UP qui avait laissé les armes aux militaires. « Si le parti s'arme, s'il construit son armée et sa rébellion populaire, il ne permettra pas une nouvelle défaite comme en septembre 1973 », voilà ce que disent des milliers de communistes. Tout ce qui relève d'une orientation de collaboration des classes, tout ce qui est lié aux problèmes d'alliance avec la bourgeoisie, a tendance à être occulté dans le bilan de la période 1970-1973. Une Unité populaire armée n'aurait pas été vaincue, voilà le bilan tiré par ces jeunes communistes. Face à cela, il faut souligner que les racines mêmes du respect des forces armées par l'Unité populaire renvoyait à la politique globalement réformatrice de sa direction, et surtout à celle du PCC.

C'est dans ce contexte qu'il faut aborder la politique actuelle du MIR et son adaptation totale au PCC, dans le cadre du MDP. Le MIR a subi une perte d'autonomie stratégique vis-à-vis du PCC, manifestée par un accord sur les questions internationales et un suivisme dans la politique nationale, avec notamment l'absence de critique de la politique de collaboration de classes. Cette perte d'autonomie stratégique, amorcée au milieu des années

6. L'Alliance démocratique regroupe la Démocratie chrétienne, le PS-Briones, la Droite républicaine, le Mouvement libéral, le Parti radical, la Démocratie sociale, et l'Union socialiste populaire.

7. L'Unité populaire, dirigé par Salvador Allende, regroupait essentiellement les partis socialiste et communiste, avec quelques groupuscules bourgeois et petit-bourgeois.

1970, était jusqu'à ces derniers mois compensée par les initiatives militaires. Le MIR ayant réduit ses opérations militaires et le PCC contrôlant le FPMR et ses activités, le MIR s'est trouvé totalement aligné sur le PCC. Ce rapprochement est encouragé par la direction cubaine, mais rien n'est joué pour autant. L'orientation actuelle est en contradiction avec la place qu'a occupé le MIR dans l'histoire du mouvement ouvrier chilien et notamment avec son opposition traditionnelle à la collaboration avec des forces bourgeoises. Des tournants brusques de situation peuvent donc aggraver la crise interne que connaît cette organisation et modifier sa politique.

LE MOUVEMENT DE MASSE

Le mouvement de masse chilien, au-delà de ses flux et reflux temporaires, est caractérisé par la contradiction entre, d'un côté, son caractère explosif et, de l'autre, ses faiblesses pour s'organiser et sa crise de direction. La situation du mouvement syndical illustre bien cette contradiction. Le mouvement syndical s'est remobilisé depuis le début des années 1980, mais il connaît une fragmentation, une division et un éclatement des organisations syndicales. Cela s'explique par l'affaiblissement structurel de la classe ouvrière et, en particulier, par le rétrécissement des principales concentrations ouvrières ainsi que par la division politique qui caractérise le mouvement syndical chilien. Ce dernier est divisé entre le Mouvement syndical unitaire (MSU), créé à l'initiative des sociaux-démocrates, le Commando national des travailleurs (CNT) dirigé par la Démocratie chrétienne, et le Commando métropolitain des travailleurs (CMT) animé par le PCC et des militants lutte des classes, sans compter un certain nombre de syndicats corporatistes.

A l'exception du secteur des mines de cuivre, dominé par la puissante Confé-

dération des travailleurs du cuivre (CTC), le mouvement syndical est marqué par cette faiblesse structurelle. Néanmoins, malgré leurs limites actuelles, les organisations syndicales, en particulier dans les regroupements de mobilisation comme le CMT, ou dans le cadre des assemblées plénières de syndicalistes, comme celle qui appela à la grève générale du 30 octobre 1984, ont joué un rôle clef dans la préparation des protestas et des grèves partielles ou générales. Des initiatives syndicales ont été à l'origine de toutes les grandes journées de mobilisation politique. C'est aussi par son histoire et ses traditions que le mouvement syndical peut prendre toute sa place dans les luttes en cours.

Si du point de vue de la centralisation des activités et des luttes, les organisations syndicales jouent un rôle décisif, c'est dans les poblaciones (bidonvilles) que le mouvement de masse s'est le plus enraciné. Occupation de terres, « ollas comunes » (soupes populaires), mobilisation des sans-abri, manifestations contre la répression, telles sont les initiatives qui, depuis plusieurs mois, ont permis le développement d'un mouvement de pobladores. Etant donné les modifications sociales fondamentales qu'a connu le Chili ces dernières années, ce mouvement est constamment nourri par des milliers et des milliers de chômeurs et de sans-abri que la crise parque dans les poblaciones. C'est aussi le mouvement qui est le plus fort face à la répression et le plus adapté au caractère explosif des mobilisations de masse.

Le mouvement étudiant a toujours constitué la plaque sensible de toute situation politique. Ce mouvement est aujourd'hui en pleine ébullition. Les élections universitaires ont suscité un vaste débat et ont renforcé sa politisation. Dans les lycées, il ne se passe plus une semaine sans grèves avec occupation. Des groupes de jeunes lycéens de plusieurs lycées se ras-

semblent pour occuper tel ou tel établissement scolaire, mettant en avant leurs revendications (pour plus de moyens matériels et plus de démocratie) et attendent l'intervention policière. Ce scénario s'est répété plusieurs fois ces dernières semaines. La mobilisation étudiante est en particulier tournée vers la démocratisation de l'université, exigeant notamment le renvoi des recteurs civils ou militaires désignés par la dictature et l'élection par les étudiants de leur propre administration.

Ces quelques exemples démontrent le dynamisme du mouvement de masse. Certes, l'état de siège décrété en octobre 1984 et la répression qui l'a accompagné, ont bloqué la mobilisation populaire qui avait explosé lors de la grève générale du 30 octobre, mais ce ne fut que temporaire. Aujourd'hui, après la levée de l'état de siège, de nouvelles mobilisations politiques étudiantes et l'amorçage de nouvelles protestas, annoncent une remontée du mouvement de masse qui montre que le cycle ouvert par les mobilisations de 1982 et 1983 est loin d'être clos.

PROBLEMES DE LA REVOLUTION CHILIENNE

Il est difficile de faire des pronostics, mais il est clair qu'une nouvelle phase de la crise politique s'est ouverte au Chili. Les années 1982-1983 laissent entrevoir un déroulement de la crise de la dictature chilienne à l'instar des exemples boliviens, brésiliens, argentins et uruguayens, c'est-à-dire dans la perspective d'une ouverture politique. C'est vrai que, par la suite, les rythmes se sont révélés plus lents et que l'évolution de la situation n'a pas confirmé toutes ces hypothèses. Mais la situation actuelle montre qu'aucune des contradictions aiguës qui frappent la société chilienne n'ont été résolues, loin de là, et des accélérations ou des tournants brusques qui aggraveront la crise sont à prévoir. C'est pourquoi, au-delà des flux et des reflux de la conjoncture, une réflexion sur une série de questions stratégiques s'avère nécessaire.

Il faut d'abord revenir sur la force de la montée révolutionnaire des années 1970-1973 et sur l'ampleur de la défaite de septembre 1973. A la révolution qui prenait son élan sous le gouvernement d'Unité populaire a répondu une contre-révolution politique, sociale et économique. Le régime actuel, produit d'un coup d'Etat militaire et d'une répression sanglante contre les travailleurs, a par la suite véritablement désintégré la société chilienne et interrompu son processus de développement national amorcé depuis les années 1940.

La conjonction de la politique économique de la dictature, en particulier son expression néo-libérale sous l'égide des Chicago Boys, et de la crise économique mondiale ont détruit l'économie nationale chilienne, disloqué une série d'activités productives nationales et permis de dénationaliser des secteurs clef de l'industrie nationale. La bourgeoisie industrielle a été marginalisée, au profit des spéculateurs et des principaux secteurs de la bourgeoi-

Arrestation d'un étudiant au cours d'une manifestation devant le Parlement, le 5 septembre 1983. (DR)





Une protesta à Santiago, le 10 octobre 1983 : « Pain pour le peuple ! » « Dehors Pinochet ! » (DR)

sie financière. La classe ouvrière a été réduite de manière drastique, par un chômage massif. Des couches entières de la société ont été paupérisées. Bref, la structure traditionnelle de la société a été cassée par la dictature.

Conjuguée aux modifications structurelles que connaît la société chilienne, la répression a écrasé non seulement les masses populaires et leurs organisations, mais elle a aussi modifié le rapport traditionnel des partis bourgeois, notamment de la Démocratie chrétienne, avec les masses, comme du reste celui des partis de la classe ouvrière. C'est la profondeur de la répression et le poids de la défaite qui expliquent aujourd'hui la différence entre le Chili et d'autres pays du cône Sud, la lenteur des processus de reconstitution et de réorganisation du mouvement de masse, le retard de sa conscience, les difficultés à organiser ses syndicats et ses partis.

Ainsi, il est incontestable que la Démocratie chrétienne parmi les partis bourgeois, et le Parti communiste parmi les partis ouvriers, se sont reconstitués, que le PCC en particulier connaît un énorme développement. Mais ces partis, qui ont une réelle capacité de mobilisation, n'ont pu reconstruire les liens organiques avec les masses qu'ils avaient tissés pendant des décennies. Ce sont fondamentalement les faiblesses structurelles d'organisation, en particulier celles du mouvement syndical, qui les ont empêchés de reconstruire leurs réseaux d'avant 1973. Nous avons déjà parlé de la disparition du grand Parti socialiste qui existait au Chili et son éparpillement en de multiples groupes.

Le mouvement de masse chilien connaît aujourd'hui une crise non seulement de direction mais aussi d'organisation. Le problème n'est pas seulement celui d'une direction qui conduirait le mouvement de masse dans des impasses bourgeoises ou réformistes. Il s'agit aussi d'un problème plus fondamental d'organisation élémentaire. Cette situation constitue une différence notable avec les mouvements ouvriers argentin ou bolivien, où la toute puissance de la CGT et de la COB marquait la situation de leurs mouvements de masse respectifs, et cela avant même les ouvertures démocratiques.

Cette crise d'organisation et de direction du mouvement de masse explique les limites d'une mobilisation d'ensemble coordonnée de la classe ouvrière et de ses alliés pour renverser la dictature. Les difficultés que connaît la Démocratie chrétienne pour canaliser le mouvement de masse limitent aussi la confiance que peut avoir la bourgeoisie dans une ouverture politique contrôlée par ce parti.

Ce sont ces données, et en particulier l'absence d'alternative bourgeoise fiable, qui confèrent à l'armée un rôle central dans le maintien de la domination capitaliste au Chili, même si une série de forces bourgeoises et l'Eglise travaillent à créer une telle alternative. C'est cette faiblesse qui rend difficile l'expression politique des tensions internes à l'armée, comme vient de le montrer la crise du DICOMCAR (8). En effet, ces tensions peuvent être vives, mais elles n'empêchent pas encore que s'exerce toujours la fonction bonapartiste de Pinochet et que se maintienne une dictature militaro-policière.

re. Les déclarations de Pinochet, expliquant que « lui-seul pouvait se soulever au Chili », s'appuient non seulement sur un appareil militaire sélectionné et hiérarchisé par lui, mais aussi sur la faiblesse de ses adversaires.

Dans ces conditions, il est difficile de faire des pronostics, et si les conditions internationales comme les rapports entre les classes rendent difficile une nouvelle répression militaire du type de celle de septembre 1973, toutes les autres hypothèses peuvent être envisagées. Celles-ci incluent le maintien au pouvoir de Pinochet jusqu'en 1989 avec des concessions à l'opposition bourgeoise, un « coup d'Etat dans le coup d'Etat » de la part d'une fraction militaire, une ouverture plus ou moins contrôlée ou, enfin, des ouvertures sur la base d'explosions des masses. Mais le plus important c'est de donner, au-delà des pronostics, des indications pour les tâches tactiques et stratégiques de la révolution chilienne.

LES TACHES DES RÉVOLUTIONNAIRES

Dans les débats qui traversent actuellement la gauche chilienne, il faut rejeter toute répétition schématique des modèles nicaraguayen ou salvadorien, et ce pour plusieurs raisons. Nous sommes encore loin d'une « pinochetisation » de la société chilienne comme il y a eu une « somoisation » de la société nicaraguayenne. La

8. Direction des communications et informations des Carabiniers, au centre de la crise liée à l'assassinat des « Trois Degollados ».

situation géo-politique du Chili ne se prête guère à une stratégie de guerre populaire prolongée. Enfin, nous ne sommes pas encore dans une situation pré-révolutionnaire ou révolutionnaire, même d'un point de vue objectif. Mais nous ne pouvons plus nous contenter de formules générales empruntées à l'arsenal traditionnel du mouvement ouvrier chilien, en particulier de sa gauche socialiste. Le modèle traditionnel de développement chilien a été cassé, et cela a des conséquences sur la dynamique du mouvement de masse. La dépendance du Chili vis-à-vis de l'impérialisme s'est considérablement accrue et les rapports entre les partis traditionnels et les masses se sont modifiés. La cassure contre-révolutionnaire a été telle qu'elle doit modifier notre approche d'une série de tâches révolutionnaires.

La théorie de la révolution permanente implique la combinaison des tâches démocratiques, anti-impérialistes et socialistes, dont l'articulation dépend étroitement des caractères de chaque formation sociale. Au Chili, les revendications démocratiques ont une place décisive, et cela pour plusieurs raisons. D'abord, l'ampleur de la contre-révolution pinochetiste a liquidé une série de conquêtes démocratiques du peuple chilien, tant sur le plan institutionnel que social. La nécessité de combattre pour les libertés fondamentales, pour les droits démocratiques, pour la terre et l'indépendance nationale découle de la situation objective. Ensuite, il faut prendre en compte les développements politiques mêmes de la situation chilienne, les conséquences de la défaite sur le retard d'une conscience socialiste dans les masses, les rapports des forces entre formations ouvrières et bourgeoises, entre réformistes et révolutionnaires. Tout cela doit conduire les révolutionnaires à mettre au centre de leur combat les revendications démocratiques, à ne pas laisser le drapeau de la démocratie aux bourgeois et aux réformistes, à lutter pour faire du prolétariat le « caudillo de la nation ». Ainsi, la théorie de la révolution permanente, loin de nier les étapes de développement d'une situation politique concrète prend en compte les phases démocratiques, en préconisant le combat pour la démocratie par les méthodes de la lutte des classes et en liant entre elles les revendications démocratiques et anticapitalistes.

Cette bataille pour mettre au centre les revendications démocratiques a des conséquences politiques et institutionnelles. L'exigence du droit de grève, de manifestation, d'expression débouche aujourd'hui, sur la nécessité de rompre avec la dictature et d'organiser des élections libres à une Assemblée constituante. Que mettre à la place de Pinochet ? La question ne se pose pas, répond ce dernier. Mais la nécessité de trouver une réponse s'impose, contre tous ceux qui préparent des plans pour une transition assurant une continuité avec la dictature militaire, quelle que soit la forme de cette transition. A ceux-là, les militants révolutionnaires doivent répondre par une perspective démocratique radicale, celle du



Le dernier cabinet d'Allende. (DR)

renversement de la dictature par une mobilisation de masse et de l'élection d'une Assemblée constituante libre et souveraine, sans militaires. Ces mots d'ordre ont une double fonction. Ils favorisent la politisation des masses et, en mettant en avant la démocratie radicale, ils suscitent la contradiction avec les plans bourgeois et réformistes.

Le combat pour la démocratie implique, sur le plan politique, la rupture avec les militaires, mais toutes les mobilisations populaires posent instamment une autre question : « La démocratie, oui, mais pour manger ! » Cela implique la nécessité de lier la revendication d'Assemblée constituante libre et souveraine à la satisfaction des revendications ouvrières et populaires, à la revendication anti-impérialiste du refus du paiement de la dette extérieure, à celle de l'expropriation des groupes financiers, à celles qui soulèvent la question de la terre. Aussi, la dépendance extrême du pays vis-à-vis de l'impérialisme donne aux tâches et aux axes anti-impérialistes une place beaucoup plus importante que par le passé. La question anti-impérialiste, en particulier au travers de la dette, peut constituer aujourd'hui une approche transitoire liant entre elles les questions démocratiques, celles de l'indépendance nationale et les questions sociales anticapitalistes, telles que l'expropriation des groupes financiers.

Ainsi, la forme particulière du développement inégal et combiné imposé au Chili par la crise mondiale non seulement donne une place centrale aux revendications démocratiques, mais rend de plus en plus inextricable les liens entre revendications démocratiques, anti-impérialistes et socialistes.

Du point de vue des forces motrices de la révolution chilienne, le prolétariat reste la force clef du processus révolutionnaire, mais la place de la classe ouvrière organisée s'est modifiée non seulement pour des raisons politiques mais aussi pour des raisons structurelles. Il n'y a plus d'organisation équivalente à la CUT. Ainsi, les travailleurs du cuivre, avec leur syndicat unitaire, gardent une place centrale. Mais si les organisations syndicales restent un levier indispensable dans toute mobilisation générale, les travailleurs, les chômeurs, le secteur informel, les person-

nes mobilisées et organisées dans les poblaciones, voient leur rôle considérablement renforcé. Cela donne à tous les organes de combat territoriaux une place stratégique encore plus grande. Ainsi, les mobilisations dans les poblaciones et les comités de pobladores peuvent devenir l'épine dorsale de la mobilisation populaire.

Les modifications structurelles qu'a connues le Chili ne modifient pas le caractère central du combat pour le front unique ouvrier, celui de toute bataille pour l'unité et l'indépendance de classe, même si les problèmes d'alliances de classes et de tactique politique pour diviser la Démocratie chrétienne et les autres secteurs bourgeois et petit bourgeois prennent une nouvelle dimension. C'est cette approche qui implique de mener le combat pour une assemblée syndicale constituante créant les conditions d'une centrale unique des travailleurs, ainsi que de lutter pour la coordination du mouvement des pobladores et de pousser à l'unité du mouvement étudiant. Cela donne aussi toute sa signification à la bataille pour impulser les « comités d'action », structures d'auto-organisation réalisant l'unité dans la mobilisation.

D'un point de vue militaire, les faiblesses actuelles du mouvement de masse sur cette question ainsi que certaines actions substitutistes du FPMR ou du MIR ne peuvent conduire les militants révolutionnaires à laisser ce terrain au PCC. D'abord, il faut renforcer toute la propagande et les initiatives d'autodéfense du mouvement de masse. Mais aussi, à un certain stade de développement d'une organisation révolutionnaire, il faut mener une réflexion sur la préparation politico-militaire d'une stratégie insurrectionnelle.

Enfin, du point de vue de la construction d'un parti révolutionnaire, la tâche qui s'impose est celle de regrouper sur la base de l'intervention pratique dans la lutte des classes toutes les forces prêtes à s'engager dans la construction d'une alternative révolutionnaire à la gauche du bloc hégémonisé par le PCC. ■

Jair GIL,
11 septembre 1985.

Le réveil des luttes ouvrières

Entretien avec des dirigeants syndicaux

LE mouvement de masse urbain salvadorien a connu ses temps forts lors des gigantesques mobilisations de masses de l'année 1980. Après l'échec relatif de l'offensive militaire générale du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) de janvier 1981, la terreur du pouvoir et des forces armées s'est abattue sur les villes. Pendant près de deux ans le mouvement syndical en a été réduit à une activité quasi conspirative et clandestine. La répression l'avait durement touché, nombre de ses dirigeants et militants étant arrêtés, assassinés par des commandos militaires ou licenciés. Les locaux syndicaux étaient détruits. Les fronts de masse des organisations révolutionnaires disparaurent dans les villes tenues par la dictature au fur et à mesure que l'affrontement prenait les contours d'une guerre civile. Cette modification des rapports de force dans les principales zones urbaines a rendu l'activité syndicale extrêmement difficile. Pendant que la répression interdisait toute apparition publique, la Démocratie chrétienne (DC) tentait de tirer profit de cette situation pour se créer une base sociale au travers de l'Union populaire démocratique (UPD) et des syndicats qu'elle contrôle.

La renaissance du mouvement syndical au cours de l'année 1983 est le produit d'un long et difficile travail de survie, de reconstruction des structures syndicales. Peu à peu les liens étaient retissés entre militants syndicaux, les grèves se multi-

pliaient et donnaient lieu à la recomposition du mouvement syndical et à de riches expériences d'unité d'action ouvrière.

Durant toute cette époque des occasions anodines, des fêtes ou des voyages au bord de mer servaient à maintenir une activité syndicale minimum, à organiser des rencontres. Il fallait aussi cacher les dirigeants recherchés, protéger leur familles. Certes ce temps-là n'est pas entièrement révolu, mais aujourd'hui le mouvement syndical a de nouveau acquis le droit de cité. Des réunions, des congrès, des manifestations de rue, des grèves se développent malgré la répression. D'importantes brèches apparaissent dans le contrôle de la DC sur le mouvement de masse.

Un mouvement syndical indépendant de la dictature et des partis bourgeois est en train de se structurer, unifiant ses forces pour mobiliser les travailleurs en défense de revendications économiques et démocratiques. Ce mouvement revendicatif est aiguisé par la crise économique et la politique de la dictature.

L'interview que nous publions ci-après est un témoignage exclusif sur cette recomposition du mouvement syndical salvadorien. Elle a été réalisée par un militant européen du mouvement de solidarité avec quatre dirigeants de la Coordination de solidarité des travailleurs (CST) qui regroupe les travailleurs du secteur privé et se trouve partie prenante du Comité 1er mai. ■

Pascal RENÉ : — Nous savons que le mouvement de masse au Salvador a connu une certaine réactivation, mais nous n'avons pas d'informations précises. En particulier, nous ne connaissons pas la configuration actuelle de ce mouvement et les processus d'unification en cours. Pouvez-vous nous les présenter ?

— A partir de 1979, et même avant, il y a eu un mouvement de masse formidable où a été mis en valeur l'unité, ou plus exactement la combativité de la classe travailleuse qui manifestait dans les rues et faisait trembler le régime. En réaction, un coup d'Etat de la Jeunesse militaire a renversé le régime du général Carlos Humberto Romero, le 15 octobre 1979.

En 1979-1980, la lutte du peuple, organisé en syndicats, comités de quartier et en une série d'autres structures, se poursuivit. Le régime décida alors d'engager une répression qui atteint, depuis le 15 octobre 1979, un chiffre supérieur à 60 000 morts, assassinés et disparus. Les locaux syndicaux ont été mis à sac et détruits, les dirigeants ont été emprisonnés, ont disparu ou ont été assassinés. Des massacres ont été perpétrés lors de manifestations, comme lors de la marche de la Coordination révolutionnaire de masse où participaient plus de 500 000 personnes,

le 22 janvier 1980. A cette époque, il y avait chaque nuit des perquisitions dans les quartiers, des personnes disparaissaient ou étaient assassinées par les escadrons de la mort ou par l'armée. Cette situation a amené les travailleurs à se replier.

A partir de 1981, il y a eu un recul du mouvement syndical provoqué par cette répression et par le climat de guerre psychologique créé par exemple par les appels à la délation. Ainsi, en 1982 et au début de 1983, le peuple était terrorisé par la violence du gouvernement et du régime. Cependant, la crise économique de plus en plus explosive, les salaires de misère, le sous-emploi firent que la classe ouvrière entra à nouveau en lutte. C'est ainsi qu'en février 1983 eut lieu ce que nous appelons le début de la réactivation du mouvement de masse. Une série de grèves éclatèrent. Des syndicats surgirent et entrèrent en lutte sur leurs propres revendications.

Il faut souligner que la répression avait atteint un tel degré que les directions de nombreux syndicats ne demeuraient pas sur le lieu de travail. Mais les organisations conséquentes ont toujours continué la lutte. Leurs dirigeants ne se sont pas repliés, mais leurs méthodes d'action ont changé. L'intention du régime était d'acculer le mouvement syndical à la clandestinité, afin de justifier la répres-

sion, mais nous nous y sommes refusés. Nous nous présentions devant les caméras de télévision, devant la presse et même devant les corps de sécurité et nous faisions obstacle à cette tactique du régime.

Ensuite, en 1983, nous nous sommes fixés comme objectif de célébrer le 1er mai en réalisant un rassemblement massif à l'intérieur d'un local syndical. Nous y avons tenu une assemblée nationale où étaient présents des délégués des différentes fédérations. Nous avons ainsi réussi à mettre fin au repli. Nous avons invité la presse nationale et internationale. Le 1er mai, dès 6 h du matin, deux heures avant le rassemblement, les forces de sécurité avaient établi des cordons autour du local, mais les gens sont entrés malgré tout.

Mais c'est en 1984 que la réactivation a réellement commencé. En 1983, il y a certes eu des grèves, mais en très petit nombre. Dans la petite vague de grèves de février 1983, qui signala le réveil du mouvement de masse, il y avait la grève du Syndicat général des employés de banque (SIGEBAN), celle de la Banque du crédit populaire, celle des travailleurs de l'Association nationale des aqueducs et canalisations (ANDA) et celles d'autres entreprises. Nous nous disions entre nous que le mois le plus petit avait été le mois le plus important, grâce à ces luttes. En 1984,

nous avons décidé de reprendre les rues et, le 1er mai, nous avons répondu à l'appel du Mouvement unitaire syndical et professionnel du Salvador (MUSYGES), composé d'organisations syndicales représentatives. Cependant, le gouvernement dénatura son image en l'accusant d'être un appendice du FMLN.

Ensuite, le 15 septembre 1984, nous sommes redescendus dans la rue. A cette époque était en cours une grève de grande ampleur, celle du Cercle sportif international (CDI), qui dura plus de cent jours. Cette grève fut en quelque sorte le levier grâce auquel a commencé à se construire une nouvelle organisation unitaire, la Coordination de solidarité des travailleurs (CST). Comment cela s'est-il passé ? Le CDI est une entreprise de services, c'est-à-dire que sa paralysie ne pouvait porter de coups durs à l'oligarchie, car ce qu'elle y dépensait servait à ses distractions et non pas à des investissements productifs. Si le CDI était en grève, ces gens pouvaient tout simplement aller boire un verre à l'hôtel Sheraton ou aller se baigner dans d'autres clubs.

En conséquence, une série de syndicats se réunirent pour étudier la façon d'aider ces camarades. C'est ainsi qu'au fil des semaines, à travers des discussions, des campagnes d'information et d'appui économique, des arrêts de travail de solidarité, au fur et à mesure des visites à la cathédrale, à la maison présidentielle, etc., est née la CST. Aujourd'hui, cette coordination rassemble environ 30 syndicats. Le 15 septembre 1984, nous avons donc manifesté pour obtenir en particulier la libération des dirigeants du Syndicat des travailleurs de l'électricité (STEC-EL) (1) et des autres prisonniers politiques et syndicaux. Le 5 novembre, nous sommes à nouveau descendus dans la rue pour exiger la poursuite du dialogue entre le FMLN et le gouvernement.

A ce propos, il est nécessaire d'ouvrir une parenthèse pour expliquer comment manœuvrent ces messieurs du pouvoir. Cette manifestation avait été convoquée

par le MUSYGES avec un délai de préparation suffisant. Or, le jour précédent apparut un communiqué prétendument signé par le MUSYGES informant ses adhérents que la manifestation était annulée. C'était une manœuvre du Comité de presse des forces armées (COPREFA). Malgré tout, la marche eut lieu, avec une participation plus élevée que les fois précédentes, car la peur diminuait petit à petit. Bien sûr, la crainte des travailleurs, qui ont vu des parents, des femmes et des enfants assassinés dans la rue, ne va pas disparaître du jour au lendemain, mais la crise économique et la misère nous amènent toujours à redescendre dans la rue. Nous considérons donc que l'année 1984 fut vraiment celle de la réactivation.

En 1985, les travailleurs sont déjà plus sûrs d'eux, plus conscients du rôle qu'ils ont à jouer. Une série de grèves et de luttes ont lieu et le processus unitaire se met en marche. Déjà, le 29 décembre 1984, la CST avait fait ses premiers pas dans la rue avec une manifestation se dirigeant vers la maison présidentielle, où nous avons remis à Duarte les revendications concernant plusieurs conflits dont nous voulions l'aboutissement.

Au mois de mars, le 24, nous avons commémoré, en même temps que le Comité des mères, l'anniversaire de la mort de Monseigneur Romero (2). Et, en avril, s'est créé avec les organisations déjà citées le Comité pour la célébration du 1er mai. Le 17 avril, nous avons appelé les différents moyens d'information à une conférence de presse pour annoncer la manifestation. Le 29, nous en avons appelé une deuxième, pour confirmer notre convocation. A cette occasion étaient présentes les chaînes 8 et 10 de la télévision, qui appartiennent au ministère de l'Education, mais qui semblent plus au service de la Démocratie chrétienne que de ce ministère. Le soir même, ces deux chaînes et d'autres chaînes privées ont présenté des extraits de notre conférence, entrecoupés par des déclarations d'un guérillero capturé, Miguel Castellanos (3), déclarant que

toutes les fédérations syndicales, FUSS, FESTIAVCES, FENASTRAS (4), étaient des appendices du FMLN.

Cette manœuvre avait pour but d'empêcher la mobilisation, mais elle échoua. Nous avons réuni 40 000 travailleurs. Certains camarades disent même qu'il y en eut 50 000. Nous étions dans la rue aux côtés des enseignants de l'Association nationale des enseignants du Salvador (ANDES-21 juin), des travailleurs du secteur public et municipal du Conseil de coordination des travailleurs de l'Etat et des employés municipaux (CCTEM), et des paysans. C'est-à-dire que nous réalisions l'unité la plus large. Ce fut une marche ordonnée où les camarades, les femmes, les enfants arboraient des drapeaux blancs, symboles de paix. Dès 8 h du matin, les hélicoptères survolaient le cortège afin d'intimider les participants, mais ce fut un échec. Les gens avaient envie d'abattre l'hélicoptère, agitaient les drapeaux. Ce fut quelque chose de grandiose, un triomphe.

Le mois de mai a vu se dérouler des luttes très dures. Le 6, les travailleurs de la sécurité sociale entrèrent en grève pour des augmentations salariales et d'autres revendications professionnelles. Les camarades de l'Anda firent de même, ainsi que ceux de l'usine Martin. A El Triunfo, le conflit de Pesca SA se prolongeait déjà depuis plusieurs mois. Les travailleurs du ministère de l'Education et ceux d'ANDES-21 juin présentèrent aussi leurs revendications. Cependant, certains conflits acquirent un caractère prioritaire et les travailleurs se solidariserent avec les conflits de l'Anda et de la Sécurité sociale.

Les premiers à terminer leur grève furent ceux de l'Anda, mais ils signèrent le protocole d'accord sous une forte pression. Ce n'étaient plus le ministère du Travail ou ses délégués qui négociaient, mais la police nationale en la personne de son chef, le colonel Rubio. Cela donne une idée de qui décide ici. Malgré tout, bien que pressés par les militaires, les travailleurs obtinrent une augmentation de leur salaire et, en signant l'accord, ils ont rompu dans la pratique avec le décret 296 interdisant la grève aux employés du secteur public et avec le décret instaurant l'état de siège. Ils ont réussi à imposer la réintégration des 45 militants d'Anda qui avaient été licenciés au cours de la lutte.

Ainsi s'est en quelque sorte terminé ce conflit, mais ceux de la Sécurité sociale et plusieurs autres continuent. Les travailleurs de la Sécurité sociale font preuve

Dans la banlieue de San Salvador, le jour des élections de mars 1982. (DR)



1. Syndicat des travailleurs de l'électricité, dont le secrétaire général Hector Bernabé Recinos et ses principaux dirigeants ont finalement été libérés en novembre 1984.

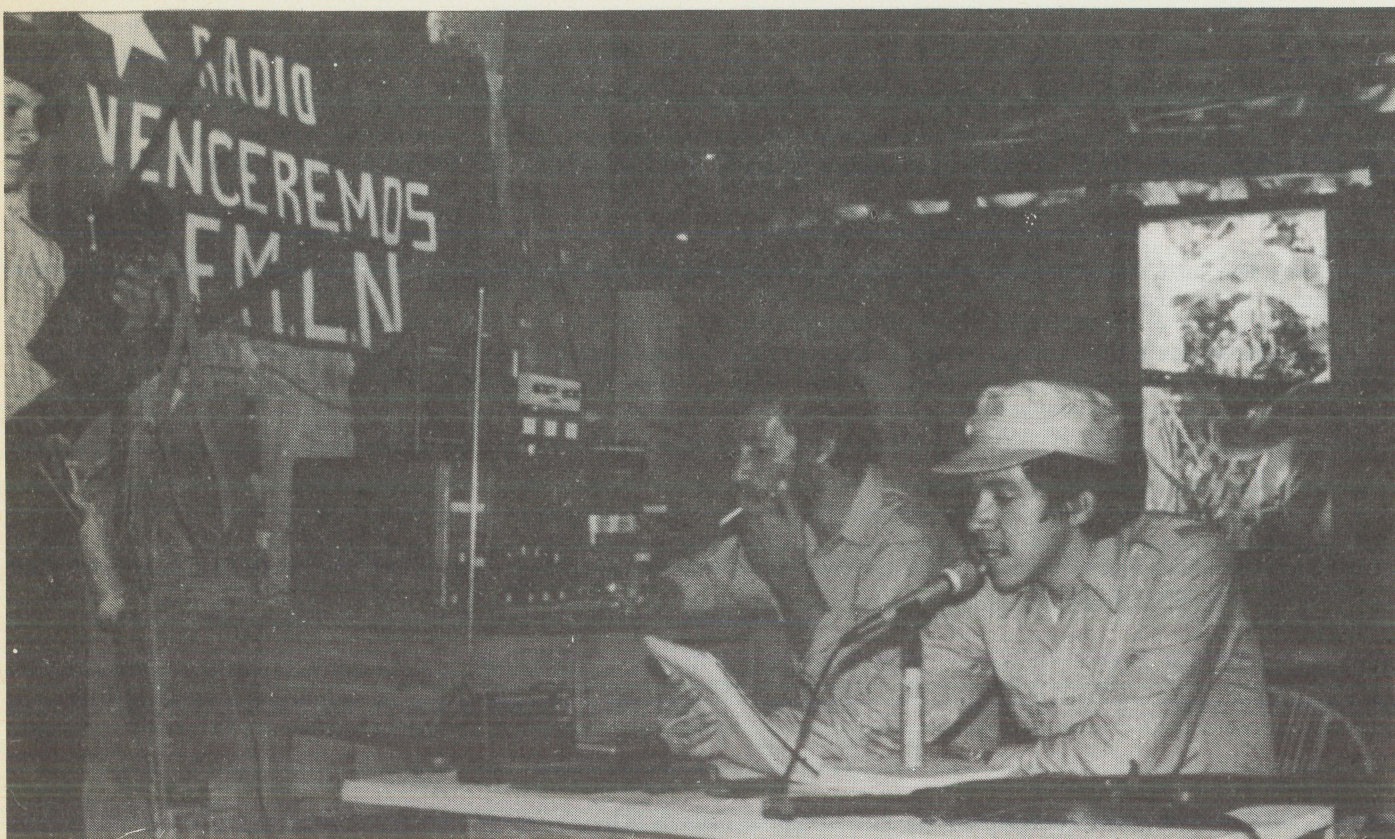
2. Monseigneur Oscar Romero, archevêque de San Salvador, assassiné par l'extrême-droite salvadorienne, le 23 mars 1980.

3. Miguel Castellanos, commandant des Forces populaires de libération (FPL), l'une des composantes du FMLN, s'est rendu aux forces armées en avril 1985.

4. FUSS : Fédération unitaire syndicale du Salvador.

FESTIAVCES : Fédération des syndicats de l'industrie alimentaire, vestimentaire et textile, qui regroupe 8 syndicats.

FENASTRAS : Fédération nationale syndicale des travailleurs salvadoriens.



L'équipe de Radio-Venceremos au travail, quelque part au Salvador. (DR)

d'une grande solidarité, débrayant pour 4 ou 8 heures au moins deux ou trois fois par semaine. Le 3 juin, l'assaut de l'hôpital général de la Sécurité sociale, provoqua la mort de plusieurs policiers. En effet, tandis que des troupes hélicoptérées se posaient sur le toit, vêtues de noir et encapuchonnées, d'autres entraient en civil par les urgences, avant de sortir leurs armes. Au même moment avait lieu une coupure de courant. Cet élément ajoutant à la confusion, une fusillade éclata, causant la mort de quatre policiers en civil. Notre camarade et secrétaire général Guillermo Rojas et un autre responsable furent arrêtés.

Afin d'empêcher la manifestation prévue pour le lendemain en direction de l'Assemblée législative, le COPREFA et le gouvernement annoncèrent que la marche était interdite et que les manifestants seraient réprimés en vertu du décret instaurant l'état de siège. Tous les quarts d'heure, les chaînes de télévision diffusaient des annonces menaçant ceux qui y prendraient part. C'était la même chose à la radio, toutes les 10 à 15 minutes. Dans les journaux, de pleines pages annonçaient l'interdiction.

La réponse du peuple, ce jour-là, fut héroïque. Malgré toutes les menaces, plus de 15 000 travailleurs manifestèrent, prêts à assumer toutes les conséquences de leurs actes. Malgré les cordons de sécurité, le peuple était présent. Le même jour, 22 syndicats entrèrent en grève de solidarité. Autour du rassemblement devant l'Assemblée législative, les soldats installèrent des barrages très serrés, mais au lieu d'avoir peur, les gens criaient : « Soldat honnête, ton poste est aux côtés du peuple ! » Ces luttes et ces grèves per-

mirent la libération de nos deux camarades.

Ainsi, en mai, tous les trois jours environ, il y avait des activités. Le 20 mai par exemple, les camarades de l'entreprise Etiquettes et élastiques sont entrés en grève. Trois manifestations ont eu lieu pour la Sécurité sociale. Ensuite, le conflit de l'Anda a rebondi, car les accords n'étaient pas respectés, en particulier en ce qui concernait la destitution de responsables corrompus, certains ayant seulement changé de poste. Les augmentations de salaire n'avaient été données que de façon sélective aux gens de la Démocratie chrétienne. L'attitude de Perdomo, responsable d'Anda, avait empiré. Les travailleurs entrèrent de nouveau en grève pour obtenir sa destitution comme dirigeant corrompu et répressif. Ils le sont toujours.

En ce qui concerne le conflit des Etiquettes et élastiques, il s'est terminé victorieusement après 37 jours de grève. Les travailleurs ont obtenu le paiement à 65 % des heures de grève, de faibles augmentations salariales et d'autres prestations. Mais le plus grand triomphe, c'est que maintenant ces travailleurs appuient les activités de la CST et que, par exemple, deux jours après leur reprise du travail, ils sortaient à nouveau dans la rue en solidarité.

Le 20 juin, le Comité 1er mai organisa une assemblée nationale où étaient présentes 65 délégations de différents syndicats et associations. Nous avions réservé la salle de la Loterie nationale de bienfaisance. Au début de la réunion, le président de cette institution a été convoquée à une réunion ministérielle par le président Duarte. Là, il reçut l'ordre d'in-

terrompre l'assemblée. Il rentra pour tenter de mettre fin à l'assemblée sous le prétexte d'une absence d'autorisation. Son attitude échauffa les esprits et les participants lui dirent ses quatre vérités et ne bougèrent pas. Il menaça de faire évacuer la totalité du bâtiment, afin de permettre une intervention des forces de l'ordre mais, en face, dans la rue, se trouvaient les travailleurs d'Anda appuyant l'assemblée. Il prit alors un mégaphone, mais le nôtre était plus puissant et il dut supporter la tenue de toute la réunion.

Nous avons élaboré un cahier national de revendications : augmentation de 100 % pour tous, refus de la hausse des transports publics, non paiement de la dette agraire pour les paysans, un budget pour l'université nationale, et la libération de tous les prisonniers syndicaux et politiques. Ce cahier englobant les revendications de tous les secteurs fut présenté à l'Assemblée législative. Une réponse devait suivre dans les 15 jours.

En ce qui concerne Perdomo, le responsable d'Anda, l'Assemblée législative s'était engagée à le convoquer, car les travailleurs d'Anda lui avaient exposé des preuves de sa corruption, par exemple l'achat avec l'argent d'ANDA d'un tableau qu'il a offert à Duarte. Aujourd'hui, nous savons que Perdomo ne s'est pas présenté, ce qui, accepté par l'Assemblée, est une forme de soutien. En effet, la destitution de Perdomo serait un encouragement pour les travailleurs du ministère de l'Éducation pour réclamer celle de leur ministre, Buendia Flores. Ceci provoquerait une levée de boucliers de la part de tous les fonctionnaires importants qui ont trempé dans des affaires de corruption. En effet, malgré l'aide économique dont bénéficie

señal de libertad

SIGNAL DE LIBERTE



SOUTENEZ RADIO VENCEREMOS !

Dans leur lutte contre la désinformation et les campagnes d'intoxication de l'administration Reagan, les révolutionnaires salvadoriens ne peuvent compter que sur leurs propres forces et sur la solidarité internationale.

Dans le but de réussir à court terme la couverture totale du territoire salvadorien avec ses émissions en FM, Radio Venceremos, la première des radios créées par le FMLN, s'est donné pour objectif d'accroître le nombre de ses stations émettrices et de les doter d'une puissance supérieure. Radio Venceremos s'est déjà doté de plusieurs unités de transmission portatives mais, pour celles-ci, des antennes directionnelles sont nécessaires.

Aidez à l'extension de Radio Venceremos, en lui permettant d'acheter deux antennes, dont le coût est de 5 000 francs l'unité. Envoyez vos dons à la LCR, 2 rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France. Chèques à l'ordre de la LCR avec mention « Solidarité Salvador ».

le Salvador le peuple n'en voit pas la couleur. Tout part pour l'armée ou tombe dans les poches des messieurs de la Démocratie chrétienne, des oligarques du café, etc.

— Nous avons parlé surtout de la capitale, mais que se passe-t-il dans les autres villes ?

— Effectivement, la principale concentration industrielle du pays se trouve à San Salvador. C'est donc là que la croissance des forces syndicales a été la plus forte. Cependant dans les départements de l'intérieur, dans les villes, il y a aussi des industries et des travailleurs organisés.

Dans la partie occidentale du pays, dans les villes de Santa Ana, Sonsonate et Ahuachapan, il y a un organisme unitaire qui s'appelle le Comité occidental des travailleurs affiliés à l'ISS (COTAISS). Cette structure est née dans le but d'obtenir l'amélioration des prestations sociales mais ses objectifs se sont élargis par la suite. A Santa Ana, il existe aussi l'Association des travailleurs de la mairie (ATRANSA) qui a mené de dures luttes et remporté la victoire sur certaines revendications. Ici se mettaient en évidence les contradictions entre l'Alliance nationale républicaine (ARENA, parti d'extrême-droite dirigé par le sinistre major d'Ambuisson) et la Démocratie chrétienne. L'ARENA détient la municipalité et la Démocratie chrétienne contrôle le ministère de l'Intérieur. Alors, les salaires des travailleurs n'arrivaient pas et chacun se renvoyait la responsabilité. Grâce à leurs luttes les travailleurs ont obtenu le paiement de leurs salaires.

A Sonsonate, il existe d'autres syndicats comme celui de la Laiterie Salud et celui des transports. Dans les agences des banques telles que la Banque salvadorienne, la Banque des crédits et d'autres, le SIGEBAN a des sections qui sont affiliées au COTAISS. A Ahuachapan, il y a aussi un syndicat dans l'entreprise Salvamiel. Dans la partie orientale du pays, il y a plusieurs syndicats : celui de l'industrie de la pêche, celui des ports et d'autres.

A la fin de 1984, a eu lieu la troisième grève légale dans notre pays, dirigée par les camarades de l'entreprise de Multipesca à La Union. Les camarades de Pesca SA à El Triunfo sont en grève depuis janvier 1985. Cette grève a affecté l'économie du port et ce n'est pas simplement une affaire de l'entreprise mais de la localité toute entière, car le port est le moteur de l'économie locale. A plusieurs reprises ces camarades sont venus à la capitale, au ministère du Travail. Plusieurs députés ont fait le voyage à El Triunfo mais aucune solution n'a été apportée. Il y a aussi le syndicat de l'industrie du café (SICAFE) qui a des sections à Berlin, Santiago de Maria, etc. Le mouvement syndical croît donc aussi dans la partie orientale du pays, mais c'est une zone de guerre, donc les caractéristiques sont différentes. Pour cette raison, la lutte à La Union a été une lutte légale. Les procédures pour obtenir cette légalisation ont duré presque un an.

A San Salvador aussi, travailleurs et dirigeants syndicaux, nous sommes dans la légalité. Nous allons au ministère du Travail pour discuter dans un cadre juridique, mais, comme nous sommes aussi conscients que rien ne se fait en notre faveur, vient un moment où nous mettons la légalité de côté. Et les travailleurs partent en grève même si celle-ci est illégale. En conclusion, on peut dire que le mouvement syndical est présent partout dans le pays, aussi bien à San Salvador que dans les régions orientales et occidentales.

— Le mouvement de masse influencé par l'Union populaire démocratique (UPD) est-il encore important ?

— La base sociale de la Démocratie chrétienne commence à se morceler. Ses principales forces sont regroupées dans l'UPD, qui rassemble la majorité des syndicats et des associations qu'elle influence. Il y a eu une première division dont est sortie la Centrale générale des travailleurs (CGT), puis une seconde qui a donné naissance à la Centrale des travailleurs démocratiques (CTD).

Actuellement la CTD reçoit ses fonds

et ses orientations de l'Institut pour le syndicalisme libre (ISL). Il semble que la base de la DC lui soit disputée par l'ambassade des Etats-Unis dans le but d'avoir une roue de rechange le jour où la DC ne sera plus utile à Reagan. Il semble que la DC se soit rendue compte de cette manœuvre et tente d'arracher sa base à l'influence de l'ISL.

L'UPD, elle, adhère à la Centrale latino-américaine du travail (CLAT), d'orientation démocrate-chrétienne. Sa base sociale s'effrite d'autant plus qu'elle a signé un pacte social avec la DC et que ses dirigeants se disputent les postes gouvernementaux. A titre d'exemple, le 20 juin l'UPD avait programmé une marche du secteur paysan, mais elle n'a fait descendre personne dans la rue faute de capacités organisationnelles. Les dirigeants sont même en désaccord avec leur base qui préconise le refus de payer la dette agraire. Ils disent qu'il faut la payer ! En ce qui concerne la Banque de développement agraire, tandis que les paysans du secteur réformé et non réformé de l'économie agricole exigent l'accroissement des crédits, les dirigeants, qui par ailleurs contrôlent ces fonds, expliquent que la Banque n'a pas les moyens. Or, ce même 20 juin, nous avons tenu l'assemblée nationale du Comité 1er mai tandis que l'Université mobilisait massivement pour exiger l'adoption d'un budget universitaire.

— Quelles relations avez-vous avec les différents secteurs de l'UPD ?

— Nous en avons avec la Centrale des travailleurs salvadoriens (CTS) qui était présente à l'assemblée du 20 juin lorsque fut approuvé le cahier de revendications. Avec les directions mêmes de l'UPD, les relations ne sont pas très développées, car elle est trop engagée auprès de la Démocratie chrétienne. Dans la pratique, les bases de l'UPD sont mécontentes, car même le pacte social signé avec la Démocratie chrétienne est resté dans les tiroirs.

Nous avons aussi certains contacts avec la Fédération des syndicats de la construction et des transports (FESINCONSTRANS). Lors du conflit de la Sécurité sociale, la CTS et FESINCONSTRANS se sont prononcées contre l'intervention militaire. A la suite de leur communiqué, les dirigeants de cette dernière organisation se sont faits rappeler à l'ordre. Nous espérons cependant parvenir à des actions unitaires avec eux, quelque soit le courant politique auquel ils se rattachent, car ce qui nous motive ce sont les intérêts des travailleurs, non des intérêts politiques. Certains rapprochements se font déjà avec eux. Mais nous en sommes au stade des tentatives, parfois ils nous aident d'un communiqué, parfois ils nous rejettent. Le processus unitaire ne fait que débuter.

Propos recueillis par Pascal RENÉ,
San Salvador, le 31 juillet 1985.

Le sixième anniversaire de la révolution sandiniste

AU sixième anniversaire de la révolution nicaraguayenne, l'aggravation de l'agression impérialiste constitue l'élément déterminant de la situation. La priorité est la défense de la révolution qui se heurte à la volonté déclarée de l'administration Reagan de renverser le gouvernement sandiniste.

Les dégâts et pertes humaines provoqués par les attaques de la contre-révolution sur le territoire même du Nicaragua sont en augmentation constante depuis 1983, année où la contra lança ses premières opérations militaires d'envergure. Ainsi le nombre des combats recensés par les autorités nicaraguayennes est passé de 600 en 1983 à 948 en 1984, et atteint 710 pour les six premiers mois de l'année 1985. L'on dénombre pour cette première partie de 1985 20 centres de santé dé-

truits, 14 écoles totalement détruites et 359 autres obligées de fermer. Les dommages physiques et les pertes en production dûs aux opérations de la contra sont évalués à 143 millions de dollars en 1983 et à 187 millions de dollars en 1984. Cela représente 40 % et 53 % du total des exportations du Nicaragua.

Pour accentuer ainsi sa pression militaire, la contra a réussi à constituer dans les régions du Nord du pays des « commandos régionaux » de 1 200 hommes chacun, qui, par petits groupes coordonnés entre eux par des moyens de communication très sophistiqués, se sont incrustés sur le territoire même du Nicaragua. Le nombre de contras y opérant est donc de l'ordre de plusieurs milliers (1).

Jean-Claude BERNARD

La tactique mise en œuvre par la contra est celle d'une guerre d'usure visant à affaiblir sur le moyen terme la capacité de résistance de la révolution. Les attaques tendent ainsi à devenir de plus en plus sélectives, visant principalement les points d'appui au développement du pays et les acquis sociaux installés depuis 1979. La sélection est aussi politique : les coopératives de production initiées par les militants sandinistes sont beaucoup plus attaquées que les paysans individuels.

Pendant le mois d'août 1985, la contra a de plus lancé une offensive militaire ponctuelle, afin d'accroître son audience internationale. Il s'agit de l'attaque lancée contre un bourg de 10 000 habitants, situé sur la route internationale panaméricaine à 130 km au Nord de Managua et au Sud de l'une des villes les plus mobilisées pour la révolution, Esteli. Entrés à l'aube du 1er août, en groupe de 150 hommes, déguisés avec des uniformes de l'armée sandiniste, les contras furent contraints de battre en retraite après un combat qui dura quatre heures. L'objectif ne pouvait pas être de prendre durablement ce bourg, mais seulement de prouver la présence effective de la contra aux abords d'Esteli. Les témoignages recueillis à l'hôpital de Trinidad ont pu mettre en lumière que les contras recrutés sous la contrainte de très jeunes adolescents. La conséquence en est une très faible qualité militaire des mercenaires contras qui sont beaucoup plus utilisés à mener des embuscades meurtrières qu'à s'engager dans des affrontements d'envergure avec les miliciens et l'armée sandiniste.

Cette faiblesse militaire de la contra et son incapacité à porter des coups décisifs à la révolution ne peut qu'entraîner

une aide accrue de Washington. Le vote du congrès américain pour fournir des crédits officiels aux contras va accélérer le montant et la qualité de l'aide octroyée aux mercenaires. L'extension géographique des zones d'opération militaires ne concerne que les régions périphériques du Nicaragua, au Nord, au Sud et dans les régions au bord de l'océan Atlantique. Cela signifie que les lieux d'activité de la contra demeurent largement adossés aux camps d'entraînement situés au Honduras et au Costa Rica. La contre-révolution peut trouver au Nicaragua des lieux où s'approvisionner grâce à la terreur, la corruption et la manipulation de réels mécontentements, mais ce n'est pas de l'intérieur du territoire que se constituent les bases de la contra.

Face à cette agression, l'effort de défense de la révolution repose principalement sur les travailleurs productifs des villes et sur la fraction la plus pauvre de la population rurale, petits paysans et ouvriers agricoles. Ceci est d'abord vrai en termes strictement militaires. Les centres où les milices sont les plus actives sont constitués par les coopératives agricoles de production, les villages de petits paysans, et les entreprises urbaines.

Dans les régions du Nord, les milices sont directement intégrées à l'organisation de la défense, en contact direct avec la contra. Comme le montre l'exemple de la région de Somoto, située à 15 km de la frontière hondurienne, les miliciens sont désignés par chacune des coopératives de l'agglomération. Ils exercent un temps d'activité militaire de six mois. Dans le bâtiment qui sert de poste de commandement au chef des gardes frontières, ce sont ainsi des jeunes miliciens qui assurent la garde. Ils dépendent directement du responsable de l'armée sandiniste présent sur place. Lui-même, comme il nous l'explique, conçoit ses tâches comme to-

talement imbriquées à l'organisation politique et militaire des paysans. Dans la région VI, celle d'Esteli, plus de la moitié des travailleurs productifs sont mobilisés dans les milices ou pour le service militaire.

La conscription obligatoire depuis 1984, avec l'instauration du service militaire patriotique, avait pour but explicite d'élargir l'assise de la défense militaire. Il n'empêche que de nombreux secteurs de la bourgeoisie réussissent à envoyer leurs enfants à l'étranger afin de leur éviter cette mise au service de la révolution. Le résultat est que le service militaire est surtout l'affaire des enfants de la base sociale de la révolution.

Mais l'ampleur de l'affrontement qui a cours au Nicaragua entre la révolution et la contre-révolution ne saurait se limiter à son seul aspect militaire. La concentration des efforts en vue d'assurer la défense et la survie de la révolution aboutit à une dégradation très importante de la situation économique et à une détérioration du niveau de vie des travailleurs productifs. Dans ce domaine aussi, ceux-ci portent l'essentiel de l'effort de la défense.

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

En effet, les difficultés économiques s'aggravent. Le poids de l'agression militaire se conjugue avec l'embargo décrété par Reagan et les conséquences de la crise économique internationale pour étrangler le Nicaragua et empêcher la révolution d'assurer le développement du pays. La moitié du budget de la défense est maintenant consacré aux dépenses pour la défense et le service de la dette extérieure

1. La Contra-revolucion, datos basicos, 1980-1985, Centro de Comunicacion Internacional, Managua.

représente plus de la moitié des exportations qui décroissent en valeur-dollars (alors qu'elles demeurent constantes en quantité physiques). Il y a donc à la fois pénurie de devises pour les importations et compression des dépenses du budget intérieur.

Plusieurs phases sont à distinguer dans les six dernières années d'histoire de la révolution en ce qui concerne l'évolution économique et ses conséquences sur le niveau de vie de la population. Au cours des deux premières années, l'ampleur des tâches de reconstruction les plus urgentes a permis une croissance bien supérieure à celle des autres pays d'Amérique centrale. Ceux qui détenaient les moyens de production et les grandes propriétés agricoles ont pu voir se maintenir leur train de vie à la condition d'accepter leur dépossession du pouvoir politique. Par contre le niveau de vie des fractions les plus pauvres de la population s'éleva qualitativement et quantitativement. La base sociale de la révolution fut la première à bénéficier de celle-ci au travers des efforts faits dans les domaines de l'éducation, de la santé et de l'approvisionnement.

De 1981 à 1983, les premiers coups de l'impérialisme obligèrent le gouvernement révolutionnaire à un changement brutal en matières d'importations. Seules les plus prioritaires au regard des exigences du développement économique du pays furent maintenues. Les couches moyennes, qui avaient un type de consommation entraînant le recours à beaucoup de biens non indispensables, furent les plus sévèrement atteintes. Par contre, le niveau de vie global des masses fut préservé. Les prix de ce qui constitue le « panier de base » de l'alimentation furent maîtrisés.

Pour parvenir à ce résultat, un système de subventions en faveur de ces produits de base était appliqué, ce qui diminuait d'autant leur prix à la consommation. Ces subventions étaient appliquées pour tous, dans tout le Nicaragua, pour une quantité limitée de produits par habitant. Il était même, à la limite, moins cher pour un paysan de s'approvisionner ainsi car les prix de vente pouvaient être inférieurs au coût de production. A partir de 1984, l'aggravation des difficultés économiques ne permit plus de préserver le niveau de vie des masses populaires. La baisse du pouvoir d'achat du salaire minimum est évaluée pour l'année 1984 à 30 % (2).

Les mesures économiques annoncées en janvier 1985 amplifient cette tendance. Les subventions aux produits de base ont été supprimées. Il s'agit d'une suppression étalée tout au long de l'année. Ainsi, au mois d'août, la subvention pour le lait a été supprimée, le prix d'un litre de lait passant de 12 à 18 cordobas (1 franc vaut environ 63 cordobas au taux de change officiel). Il en découle, mécaniquement, un renchérissement du prix des produits de base. Dans la mesure où les dépenses pour ceux-ci constituent une part importante du budget des familles aux revenus modestes, ce sont les fractions les plus pauvres de la population qui ont



La reconstruction de Managua. (DR)

eu à supporter les conséquences de ces mesures.

Une autre décision, annoncée le 1er mai, aggrave la situation des travailleurs productifs. Afin de pallier la baisse du pouvoir d'achat monétaire observable ces dernières années, des compléments de salaire en nature avaient été fournis aux travailleurs. Ils recevaient ainsi des marchandises qu'ils contribuaient à fabriquer. C'était notamment le cas dans les secteurs du textile ou des fabriques de boisson. Au début, les quantités fournies correspondaient à la seule consommation personnelle. Les quantités augmentèrent et pour les écouler les travailleurs eurent recours aux circuits du commerce parallèle, si florissant à Managua. La suppression du complément de salaire en nature aboutit donc à une perte nette de pouvoir d'achat pour les travailleurs concernés.

Simultanément à ces mesures, il était prévu d'augmenter le salaire des travailleurs productifs et d'ouvrir des centres d'approvisionnement réservés aux seuls travailleurs productifs. Les salaires ont certes été augmentés, mais à un rythme inférieur à celui de la hausse des prix. En mai, le salaire minimum est passé de 3 000 cordobas à 4 500 cordobas, alors que la hausse des prix peut être approximativement évaluée à 100 %. La perte de pouvoir d'achat est donc de 50 %. La création de centres d'approvisionnement pour les seuls travailleurs productifs est lente et s'effectue selon des critères administratifs parfois éloignés des exigences de la vie quotidienne. Un exemple de ce fonctionnement encore précaire est fourni par la longueur des files d'attente le samedi, jour où les gens ne travaillent pas, alors que ces centres, pourtant approvisionnés, ne sont guère fréquentés les jours de semaine.

LE POIDS DE L'ÉCONOMIE INFORMELLE

Cette détérioration observable du niveau de vie des travailleurs est d'autant plus préoccupante qu'elle s'applique de façon différenciée selon les différentes couches de la population. La ville de Managua ne parvient pas à maîtriser les problèmes liés à « l'économie informelle »,

ce secteur parallèle de l'économie qui concerne surtout les échanges et le commerce. Toute une partie de ces couches profite de l'inflation et utilise les difficultés d'approvisionnement pour stocker et spéculer.

Il ne s'agit pas seulement de pratiques marginales d'une bourgeoisie aisément repérable, mais d'un problème aux difficultés économiques plus profondes. S'accroissant au rythme de 6 % par an, la population de Managua atteint un million d'habitants, ce qui représente le tiers de la population totale du pays. Le nombre d'emplois productifs ne croît pas au même rythme, loin de là. L'augmentation non contrôlée de la population gonfle donc la part de ceux qui se consacrent à l'économie parallèle. Il est estimé que plus de la moitié de la population active de Managua travaille à son propre compte comme vendeur ambulant, artisan ou prestataire de service. Le décalage entre ce secteur et celui des travailleurs productifs est tel qu'aujourd'hui le salaire minimum d'un vendeur ambulant de glaces est au moins le triple du salaire minimum des travailleurs productifs.

Les compromis qu'impose l'économie mixte conduisent aussi à des inégalités entre les travailleurs productifs et les détenteurs des moyens de production. C'est surtout le cas à la campagne où les grands propriétaires peuvent bénéficier de subventions en dollars. Cette possibilité, initialement autorisée pour les producteurs de coton notamment, a été élargie, cet été 1985, aux grands éleveurs de bétail. Le contrôle sur l'utilisation de ces subventions n'est pas toujours très serré et il est prouvé que celles-ci ne sont pas utilisées par la bourgeoisie à des fins exclusivement productives.

La base sociale de la révolution, à savoir les travailleurs productifs des villes et des campagnes, est celle qui se mobilise le plus en défense de sa révolution, mais est aussi la partie de la population qui consent au maximum d'efforts pour assurer sa défense sur tous les fronts. Cela ne va pas sans difficultés.

Le FSLN et ses militants ne cherchent pas à nier l'existence de ces diffi-

cultés. Les choix faits en faveur du pluralisme politique et syndical ne sont pas remis en cause et contraignent donc le FSLN à se porter au premier rang pour fournir les explications, pour continuer à favoriser le développement d'un mouvement de masse et démontrer ainsi son rôle d'avant-garde.

Ainsi, au lendemain du 19 Juillet, *Barricada* a publié une série d'enquêtes indiquant les motivations de ceux qui s'étaient massivement rendus à la célébration du 6e anniversaire de la révolution. *Barricada* n'a pas choisi le registre de l'auto-satisfaction pour se féliciter de la présence de plusieurs centaines de milliers de participants. Tous les articles de cette enquête indiquaient la gravité des difficultés de la vie, les salaires peu élevés, la hausse des prix, la longueur des trajets en bus, etc. Avec et malgré ces problèmes, tous furent présents le 19 Juillet, tel était le fil conducteur de cette enquête.

DANIEL ORTEGA FACE AU PEUPLE

En organisant, fin juillet, un « face au peuple » avec les ouvriers de la construction, le président Daniel Ortega a discuté avec l'un des secteurs traditionnels de la classe ouvrière où l'influence des deux centrales syndicales liées au Parti socialiste nicaraguayen (PSN) et au Parti communiste nicaraguayen (PCN) est encore significative. C'est, de plus, un secteur où cohabitent sur un même chantier salariés de l'Etat et salariés d'entreprises privées sous-traitantes, avec les disparités salariales qui en découlent. Plusieurs responsables syndicaux de la Confédération générale du travail-indépendant (CGT-I) proche du PSN, ont directement interpellé le « camarade-président » sur le problème des salaires. Des travailleurs du rang ont exposé leurs difficultés. D'autres s'en sont pris nommément à tel responsable présent à la tribune aux côtés de Daniel Ortega. Alors que certains responsables se retranchaient, dans leurs réponses, derrière la complexité technique des problèmes et la fatalité de la lenteur pour les résoudre, Ortega rapporta constamment les problèmes posés à l'agression impérialiste en justifiant politiquement les compromis que la révolution devait passer avec les couches sociales autres que les ouvriers et les paysans.

La Centrale sandiniste des travailleurs (CST) est l'organisation de masse urbaine qui est la plus directement confrontée aux difficultés qui atteignent les travailleurs productifs. Cette organisation date du triomphe de la révolution et est donc encore dans une phase de consolidation où elle doit forger toute une nouvelle génération militante à l'animation du travail de masse dans la classe ouvrière. Soumise à la concurrence de centrales syndicales dont l'influence a beaucoup décliné, mais qui ont conservé la confiance d'anciens cadres du mouvement ouvrier, la CST se fait l'écho du mécontentement qui traverse les secteurs salariés, aussi bien en ce qui concerne l'approvisionnement



Juillet 1983 : « Reagan envoie une autre flotte de guerre en Atlantique. » (DR)

que les salaires. Au mois d'août 1985, la CST a engagé une vaste discussion parmi les travailleurs, afin de préparer une discussion nationale de bilan de son activité, les 7 et 8 septembre 1985.

L'objectif de cette discussion était ainsi résumé par la CST elle-même : « La CST convoque tous les travailleurs nicaraguayens à initier une vaste discussion pour :

— mesurer les succès et les difficultés de la gestion de l'activité syndicale dans l'accomplissement des résolutions prises par la 4e assemblée nationale des syndicats et des orientations de la Direction nationale du FSLN ;

— évaluer les effets positifs et négatifs des mesures économiques prises par le gouvernement révolutionnaire dans le cadre des dernières agressions de l'impérialisme ;

— exposer avec vigueur nos propres propositions au Gouvernement révolutionnaire en relation avec la politique des

salaires et des prix, l'approvisionnement, les contrats de travail et les engagements à accomplir par le mouvement syndical, dans les domaines de la défense militaire, de la défense civile et de la production, en optimisant, économisant et rationalisant nos ressources humaines et matérielles. » (3)

Dans la région de Managua, ce sont plus de 1 500 travailleurs appartenant à plus de 15 entreprises qui ont participé aux assemblées préparatoires, dont quelques conclusions ont été fournies le 19 août par *Barricada* : « Les travailleurs ont exposé le problème des centres d'approvisionnement et ont considéré que les prix sont trop hauts comparés aux prix de production. Les travailleurs considèrent que l'excessive bureaucratie des institutions aboutit à une série de déficiences dans l'administration publique et la résolution des problèmes. Ils ont signalé que

3. Trabajadores, août 1985.



Des jeunes Nicaraguayens en armes prêts à défendre la révolution. (DR)

les institutions n'ont pas donné l'appui nécessaire au mouvement des innovateurs, (des travailleurs qui proposent des innovations techniques pour pallier notamment le manque de pièces de rechange qui est dû à l'embargo américain, ndlr.) qu'il y a eu manque de rapidité de la part des ministères du Travail et de l'Industrie pour donner une réponse aux problèmes de type financier des entreprises. Ils ont demandé une révision du salaire des travailleurs et de résoudre avec rapidité les cas pendants. Ils ont indiqué que les salaires ne correspondent pas au coût de la vie. Autour des applications des mesures d'austérité et d'économie, ils ont rencontré une résistance de la part des administrateurs et ils exigent qu'elles soient appliquées non seulement aux ouvriers, mais à tous les secteurs. » (4) Si la détérioration du niveau de vie est incontestable, cela n'entraîne pas de perte de confiance politique envers la révolution, ses acquis et son avant-garde. Le succès de la célébration du 19 Juillet, comme l'incapacité des forces ennemies ou concurrentes du FSLN à cristalliser le mécontentement qui existe, en constituent des preuves tangibles.

Il convient aussi de prendre en compte l'influence des compromis politiques passés par la révolution dans le but de diviser la bourgeoisie en essayant d'intégrer une partie de celle-ci à la bataille pour la production, et de continuer à bénéficier d'appuis diplomatiques de la part d'autres pays de l'Amérique latine. Ces compromis aboutissent à des inégalités de conditions de vie entre les travailleurs productifs mobilisés au sein des organisations de masse se réclamant de la révolution, et des couches bourgeoises et commerçantes déposées du pouvoir politique. L'équilibre

est donc instable entre les exigences du travail de masse en direction de la base sociale de la révolution, et les nécessités qu'imposent des compromis politiques passés pour faire gagner un espace de survie à la révolution. Les tâches de politisation des masses sont devenues plus complexes que dans la période où la révolution commençait et pouvait apporter satisfaction aux exigences immédiates des fractions les plus pauvres de la population.

Tous ces facteurs conduisent à une situation complexe des organisations de masse qui ont à la fois pour rôle d'appliquer les orientations de la direction nationale du FSLN et de se faire le porte-parole organisé des aspirations immédiates des masses. L'un des aspects les plus marquants de la situation nicaraguayenne est la préservation du potentiel de mobilisation de ces organisations, alors que la guerre d'agression a naturellement tendance à imposer une unité de commandement politico-militaire à tous les échelons. Ces caractéristiques sont encore plus marquées dans les campagnes, là où l'application progressive de la réforme agraire laisse un espace pour de nouvelles avancées en faveur des paysans pauvres, et là où la paysannerie est traversée par des contradictions sociales qui font d'elle un enjeu immédiat entre la révolution et la contre-révolution.

LE MOUVEMENT PAYSAN DE MASAYA

Le rythme d'avancée de la réforme agraire s'est poursuivi depuis 1981, sans ralentissement. Des changements par rapport à la politique menée jusqu'ici sont en cours sur deux plans. D'une part,

la priorité accordée aux coopératives, à qui les terres étaient majoritairement destinées, décline. Dans la région VI, celle d'Esteli, région où la polarisation sociale est aiguë entre les paysans pauvres mobilisés et la contre-révolution, les remises de terre ont tendance à se faire en faveur des paysans individuels. D'autre part, il y a des cas où la révolution n'hésite pas à bousculer ses plans pour répondre plus rapidement aux demandes des paysans. Ce qui s'est déroulé dans la région de Masaya, à 60 km au sud de Managua, est révélateur de ce nouveau cours. Il s'agit d'une région qui n'est pas un enjeu militaire, en raison de son éloignement géographique des zones d'opération de la contra. Elle n'était donc pas prioritaire, en termes de solutions à trouver pour les problèmes qui pouvaient y exister. Ainsi, six ans après la révolution, de nombreux paysans pauvres parvenaient à peine à survivre sur leur minuscule propriété et devaient gagner un salaire de journalier en allant travailler dans les grandes propriétés de coton ou d'élevage situées dans la zone sèche, au nord du département.

Ces grandes propriétés appartenaient notamment à Bolanos, président du COSEP, la confédération patronale. La mobilisation paysanne, qui a commencé au début du mois de juin, avait donc une cible particulièrement représentative de la bourgeoisie qui demeure au Nicaragua. Des manifestations et des marches ont été organisées. Sur les banderoles, on pouvait lire : « Nous voulons les terres de Bolanos ! Il en a beaucoup ! »

Le mouvement fut largement spontané au départ mais, très vite, l'Union na-

4. Barricada, 19 août 1985.

tionale des agriculteurs et éleveurs (UNAG) assura le développement et la prise en charge des manifestations et des revendications. Le 14 juin, le commandant Jaime Wheelock annonça devant les paysans de Masaya que 323 km² de terres situées au nord du département allaient être converties en « zone de développement et de réforme agraire ». Dans une première phase, plus de 5 000 hectares de terres ont été remis à 1 600 familles de paysans. Les terres ainsi fournies aux paysans ont été expropriées à Bolanos. D'autres propriétés appartenant à de grands propriétaires ont fait l'objet de négociations, puisque le gouvernement en a acheté une partie et échangé d'autres.

Le dirigeant du FSLN de la région, C-A. Barrios, explique : « *Les paysans ne veulent pas seulement des terres pour se nourrir, mais aussi davantage de participation aux responsabilités. C'est à nous de répondre à leurs aspirations. Masaya pourrait être le point de départ d'une série d'actions dans tout le pays.* » (5)

De fait, les marges de manœuvre politiques dont dispose la révolution sont plus amples à la campagne. Accélérer le rythme de la réforme agraire n'occasionne pas de dépenses supplémentaires, mais a seulement des conséquences politiques. Il s'agit de mettre en balance des satisfactions immédiates à la base sociale de la révolution, et les impératifs de neutralisation de couches sociales hésitant entre la révolution et la contre-révolution. L'activité de masse de l'UNAG est au cœur de ces contradictions. C'est pourquoi il s'agit de l'organisation de masse qui dispose du plus grand espace pour développer sa propre politique au service de la révolution. Contrairement à la CST, il arrive ainsi à l'UNAG d'organiser des manifestations de plusieurs milliers de paysans qui se mobilisent pour faire valoir leurs propres revendications.

Dans la mesure où la situation actuelle du Nicaragua est celle d'un aiguïsement de l'affrontement entre la révolution et la contre-révolution, il ne saurait y avoir de point d'équilibre stable dans le rapport des forces des camps en présence. L'aggravation de l'agression génère le développement des contradictions sociales à l'intérieur même du Nicaragua, et le FSLN confirme son rôle d'avant-garde en continuant à impulser, malgré les pires difficultés causées par la guerre, l'organisation de la majorité des masses populaires nicaraguayennes.

Le Nicaragua a lancé une campagne de solidarité intitulée : « *Le Nicaragua doit survivre.* » L'enjeu de la guerre qui s'y déroule actuellement est clairement posé. Le combat est inégal entre la principale puissance impérialiste et le petit Nicaragua. Tout ce qui peut contribuer à desserrer l'étau qui vise à briser la révolution nicaraguayenne doit être mis en œuvre. ■

Jean-Claude BERNARD,
le 14 septembre 1985.

5. Tous les chiffres et toutes les citations concernant le mouvement de Masaya sont extraits du Telex Envio numéro 62.

Entretien avec Tomas Borge

A l'occasion du sixième anniversaire de la révolution sandiniste, la revue nicaraguayenne *Pensamiento Propio* a publié une interview, que nous reproduisons ci-dessous, avec le commandant Tomas Borge, membre de la direction nationale du Front sandiniste, ministre de l'Intérieur et président de la commission d'autonomie pour la côte Atlantique. Borge fait une évaluation critique de quelques aspects du processus révolutionnaire et notamment du problème du maintien et du renforcement de l'hégémonie politique du FSLN. Bien que se montrant optimiste d'un point de vue général, il ne cherche pas à dissimuler les faiblesses de la révolution notamment dans la confrontation politique et idéologique avec ses ennemis à l'intérieur du pays. ■

« PENSAMIENTO PROPIO » : — Comment caractérisez-vous l'état de la participation populaire dans le processus révolutionnaire ?

Tomas BERGE : — Je pense qu'il faudrait renverser la question. La révolution n'est pas un projet auquel le peuple participe plus ou moins marginalement. Bien au contraire, elle n'a d'existence que grâce à ce qu'a fait le peuple. Mais si le peuple ne s'est pas totalement intégré au projet révolutionnaire, ce n'est pas de sa propre responsabilité. C'est son avant-garde qui porte cette responsabilité, ses organismes de direction qui n'ont pas eu, à ce moment, une sensibilité suffisante pour s'insérer dans le mouvement populaire, pour faire valoir le projet de la majorité de la population.

Dans ce sens, il faut considérer le fait que le Front sandiniste, au moment de la victoire, n'avait pas l'expérience du pouvoir, qu'il n'était même pas constitué comme un parti politique. Il n'était qu'un regroupement de caractère politico-militaire qui, au départ, ne parvint pas à s'insérer dans les larges masses et les diriger. Au début, les objectifs de lutte de ces masses étaient essentiellement revendicatifs. C'est une chose normale, elles ne parviennent à dépasser ce type de vision limitée et sectorielle que lorsqu'elles sont guidées politiquement.

Dans tous les cas, il faut attribuer à la direction révolutionnaire les erreurs ou les faiblesses qui ont provoqué un certain repli de la participation populaire sur certains points. Mais il faut aussi comprendre que ces erreurs sont quasi inévitables dans une situation comme celle que nous vivons, où notre révolution est harcelée par un gouvernement américain particulièrement agressif, non seulement de par la nature même de l'impérialisme, mais par la haine viscérale que porte le président Reagan au Nicaragua.

— On a dit à diverses occasions que les principes de base de la révolution sandiniste, c'est-à-dire l'économie mixte et le

pluralisme politique, sont d'ordre tactique. Est-ce certain ? Quelle est l'influence qu'exerce ce cadre sur le développement de la participation populaire ?

— La révolution sandiniste est née dans un espace géopolitique continental, dans « l'arrière-cour » des Etats-Unis. Ce n'est pas une île comme Cuba, et notre processus révolutionnaire est beaucoup plus influencé par la situation qui prévaut dans la région. Ce facteur géopolitique nous a obligés, indépendamment de notre volonté propre, à développer un pluralisme politique et une économie mixte. Le développement de cette tactique s'est transformé en stratégie, et aujourd'hui, l'économie mixte par exemple, n'est ni un choix opérationnel ni un camouflage, c'est une stratégie.

Ce schéma rend beaucoup plus difficile le rôle de la direction révolutionnaire au sein des masses. Le pluralisme politique, l'économie mixte et les traits plus généraux de la révolution tendent à semer la confusion dans les masses. Il n'y a pas et il ne peut pas y avoir de projet idéologique aussi clairement défini que celui qui existait à Cuba. Notre projet à nous est embrouillé, compliqué, et les projets embrouillés sèment la confusion dans les masses. Jusqu'à présent, nous n'avons pas été capables de faire comprendre au peuple toute cette complexité, et il est possible que nous n'en soyons pas encore suffisamment capables. De même, à certains moments, nous n'avons pas été assez à l'écoute des inquiétudes populaires. Nous n'avons parfois pas nous-mêmes la clarté nécessaire pour comprendre la nature extrêmement complexe de ce processus.

— Pourriez-vous prendre un exemple concret où s'est manifestée cette contradiction entre la nature populaire du processus révolutionnaire et le cadre de pluralisme politique et d'économie mixte, c'est-à-dire d'unité nationale ?

— Un cas très clair, c'est celui de la liberté d'expression. Nous avons dû cohabi-

ter avec ce principe, mais sans pouvoir nous expliquer suffisamment sur ce qu'il signifiait. Il a pris le sens qu'on lui donne généralement en Amérique latine et dans les autres pays capitalistes. Et, d'une certaine façon, nous avons accepté, quant à nous, cette conceptualisation.

Cependant, si nous analysons plus profondément le problème, à quelle liberté d'expression nous référons-nous ? *La Prensa* n'est pas seulement l'objet de notre censure. Elle opère sa propre censure, c'est-à-dire qu'elle censure la révolution, qu'elle n'informe pas sur la révolution, car elle répond à un intérêt de classe. En même temps, le peuple nicaraguayen, les masses, n'ont jamais bénéficié d'une liberté d'expression comme celle qui existe aujourd'hui, sur la place publique, dans les programmes « Face au peuple » avec les dirigeants, et aussi la liberté d'expression écrite, à la radio, à la télévision. Il est certain qu'il y a des limites, surtout pour des raisons bureaucratiques, et parce que nous n'avons pas totalement les idées claires sur le rôle des médias. Mais, malgré ces limites, le peuple s'exprime. Il y a une réelle liberté d'expression au Nicaragua.

Néanmoins, nous devons également cohabiter avec cette autre liberté d'expression, celle que protège le journal *La Prensa* pour attaquer la révolution, et nous devons même défendre et justifier cette liberté d'expression devant les congressistes américains, devant nos amis européens et devant les gouvernements d'Amérique latine. Et nous le faisons, bien que nous sachions qu'il existe une contradiction quasi insoluble entre cette liberté d'expression et la défense d'un projet politique, le projet révolutionnaire, qui a besoin de survivre, de maintenir son espace et de répondre aux revendications concrètes des masses.

— Jusqu'où peut-on justifier le manque de critique et d'autocritique dans le processus révolutionnaire par la défense de celui-ci ? Où se trouve le point d'équilibre ? D'autre part, quels sont les effets de la propagande réactionnaire sur les masses ?

— Il faut d'abord préciser de quelle critique nous parlons. Pouvons-nous dire que le journal *La Prensa* exerce son droit de critique ? Non. Il ne s'agit pas là de critique. Il ne faut pas confondre la liberté de critique avec la liberté qu'ont le journal *La Prensa* et *Radio Católica* pour s'exprimer contre la révolution. Quand nous posons cette question, nous devons nous demander quelle forme de critique exercent les journaux *Barricada* ou *Nuevo Diario*, ou le système sandiniste de télévision, *Radio Sandino* ou la *Voix du Nicaragua*. Et nous devons mettre le doigt sur les erreurs que nous commettons, parce que nous en commettons. La critique doit être constructive, et la critique de *La Prensa* ou de *Radio Católica* et de toute la propagande qui nous tombe dessus du dehors, ne vise qu'à détruire. La critique constructive est la seule acceptable dans un processus révolutionnaire.



Une délégation de chrétiens américains enlevée par la contra, dans la jungle costaricaine, le 7 août 1985. (Esrom Maria)

Néanmoins, dans notre pays, la critique des partis d'opposition, même si ces derniers n'arrivent pas à regrouper organiquement les masses autour d'eux, parvient bien à influencer leur conscience, c'est-à-dire que cette propagande n'a pas suffisamment d'influence pour les attirer, mais qu'elle en a assez pour semer la confusion. La propagande sur le ravitaillement, la guerre ou le Service militaire patriotique ne va pas convertir les masses au social-christianisme par exemple, mais elle va créer la confusion.

Je pense qu'il existe actuellement un secteur intermédiaire de gens qui ne sont avec personne du point de vue des partis, qui sont capables d'aller avec le processus révolutionnaire sur certains points, d'en discuter beaucoup d'autres. Par exemple, il y a des secteurs de la population qui pensent honnêtement qu'il faudrait discuter avec la contre-révolution. Nous avons quant à nous essayé d'expliquer qu'un dialogue de ce type reviendrait à nier l'existence même de la révolution et je pense que nous avons fourni des arguments, mais nous n'avons pas assez insisté. De fait, la propagande réactionnaire, qui s'identifie sur beaucoup de points avec la propagande contre-révolutionnaire proprement dite, a réussi à ce qu'un secteur de la population, pas majoritaire mais important, considère comme positif le dialogue avec la contre-révolution. Certains disent que cela améliorerait la situation, que la paix viendrait. D'autres se contentent de dire que c'est au gouvernement de décider.

— Diriez-vous que le problème fondamental de la participation populaire sur la base de cette confusion idéologique se trouve dans les villes ? N'est-il pas plus difficile de tromper les gens dans les zones de guerre, où ils ont plus l'occasion de comparer le discours et la réalité ?

— Il existe des secteurs confus dans les zones urbaines, mais la propagande religieuse et réactionnaire ainsi que la

propagande contre-révolutionnaire directe parviennent aussi dans les zones rurales. Il ne faut pas sous-estimer le travail que fait l'Eglise dans les zones rurales du Pacifique. Je dirais que, de la même façon que la contre-révolution armée s'est fixée comme priorité le nord et le centre du pays, le secteur religieux réactionnaire s'est donné comme priorité la région IV, proche de Managua, et notamment Masaya. Ils sont là. Ils n'ont pas de mitrailleuses. Ils ne tirent pas de balles, mais des idées, et c'est un arsenal puissant.

Dans les régions rurales, la guerre joue bien sûr son rôle clarificateur, mais il y a aussi beaucoup de retard. Il faut comprendre que dans les zones de guerre, la force et le symbole de la force militaire sont très importants. C'est-à-dire qu'une unité ennemie qui arrive bien armée et avec un discours démagogique peut sérieusement jeter la confusion dans la population. Par contre, une de nos unités peut commettre des erreurs graves si elle ne tient pas compte de ce facteur. C'est le cas si nos forces arrivent trop sûres d'elles idéologiquement, dans le sens où les muchachos sont convaincus de ce que leur cause est juste, et qu'elle devrait être reconnue comme telle de façon évidente par les paysans. Ce faisant, ils agissent plus comme des soldats qui défendent cette cause juste que comme des porteparole politiques. Cela ne doit pas être comme ça et ce n'est pas comme ça actuellement.

— Dans les stages de trois mois à l'Académie militaire qui sont suivis maintenant par les jeunes du Service militaire, y a-t-il une formation politique minimum et des indications données quant à la manière de traiter la population ?

— Je crois qu'au début, on n'a pas mis l'accent sur cet aspect à l'Académie militaire. Puis, l'expérience nous a montré l'importance qu'il y avait à éduquer les gens en ce sens. Néanmoins, je pense que trois mois c'est bien peu. On continue à

privilégier l'entraînement militaire sur la préparation politique. Je pense que l'on devrait inclure dans cette préparation politique une formation sur les relations humaines. Souvent, un sourire qui vient à temps vaut mieux qu'un manuel scientifique.

— Diriez-vous que le Front a pris peu à peu conscience et s'astreint à renforcer le front de lutte idéologique, par exemple, à travers la campagne « maison par maison » qui s'est faite dans tout le pays pendant la campagne électorale, ou par la constitution de brigades spéciales, comme la Brigade 5e anniversaire, qui va dans les zones les plus arrières pour faire du travail politique ?

— Oui, mais c'est plus une question de fond. Ce qui se produit, c'est que l'organisation idéologique de l'ennemi est supérieure à la nôtre, du point de vue structurel et du point de vue technique. Nous, nous devons être partout pour, à la fois, faire la guerre, résoudre les problèmes économiques, mener la lutte au niveau international. Nos cadres sont dans l'infrastructure, dans les zones administratives, dans l'armée, au ministère de l'Intérieur, dans les structures du parti avec un rôle d'organisation.

En revanche, eux peuvent se concentrer exclusivement sur l'affrontement idéologique. C'est là qu'ils ont leurs meilleurs cadres. L'Eglise est une organisation forte. Elle a ses généraux, ses officiers de terrain, ses meilleurs cadres — universitaires en théologie rompus à l'usage de la parole — destinés à la lutte idéologique. Nos cadres pour la bataille idéologique sont peu nombreux et ne sont pas les meilleurs. La campagne « maison par maison » et ce type d'actions, nous avons dû les mener avec des camarades qui apprennent tout juste. Imaginez les commandants Joaquin Cuadra, Omar Cabezas, Hugo Torres, William Ramirez, Monica Baltodano, Lenin Cerna ou le père Miguel d'Escoto allant de maison en maison. Eh bien, c'est ce que fait l'Eglise. Pourquoi croyez-vous que la hiérarchie catholique a tellement insisté pour que nous laissions rentrer les dix ecclésiastiques, leurs dix chefs du combat idéologique que nous avions expulsés du pays ? (1) Vous imaginez-vous ce qui se passerait s'il nous mourrait dix commandants du jour au lendemain ? Le coup qu'on lui a porté était de cette ampleur-là. Il est donc logique que l'Eglise mette comme condition pour reprendre le dialogue avec le gouvernement le retour de ces dix ecclésiastiques. Et, pendant ce temps, que croyez-vous qu'elle fasse ? Eh bien, elle prépare des séminaires accélérés pour produire de nouveaux cadres.

Nous ne pouvons compter, quant à nous, que sur les jeunes de la Jeunesse sandiniste ainsi que sur quelques ouvriers organisés dans les Comités de défense sandinistes pour faire la campagne « maison par maison ». Ils le font, mais leur argumentation est influencée par la propagande contra. Ce ne sont pas des cadres aguerris, ils ont leurs propres doutes. No-

tre grand avantage, c'est d'être montés sur le cheval de l'histoire. C'est ça notre avantage. Et le cheval de l'histoire regarde droit devant lui pendant qu'il galope à toute allure. Parfois il se fatigue, parfois il s'embrouille, mais il ne revient jamais en arrière. En revanche, l'ennemi possède l'inconvénient majeur d'aller à contre-courant de l'histoire. De plus, nous avons le pouvoir et cela nous donne aussi plus de moyens pour faire face à l'influence de l'ennemi sur les masses.

Si nous avions une armée idéologique, il nous serait très facile de combattre l'ennemi sur ce terrain. Mais comme nous ne disposons pas de cadres forts sur ce terrain, nous devons faire usage de la coercition d'Etat afin de compenser notre faiblesse dans cet affrontement.

Nous n'avons pas tout perdu, loin de là. La tâche fondamentale de l'heure, c'est de gagner la guerre militaire, d'éviter l'invasion directe américaine. Nous pourrions ensuite faire porter tous nos efforts sur la guerre idéologique qui, stratégiquement, est la plus importante.

— Ne peut-on perdre la guerre militaire faute d'avoir gagné la guerre idéologique ?

— Si nous abandonnons la guerre idéologique, oui. Simplement, en ce moment, nous donnons la priorité à la guerre militaire sans abandonner la guerre idéologique. Nous avons des forces destinées à contenir l'offensive idéologique de l'ennemi, et notre force principale est destinée à abattre l'ennemi militaire. Quand nous pourrions mettre de meilleurs cadres sur ce front idéologique, la situation changera qualitativement. Pour le moment, nous frappons l'arrière-garde logistique, les centres de ravitaillement de toutes sortes de l'ennemi. Cela peut renverser de façon qualitative et à court terme la nature de la guerre. La guerre contre-révolutionnaire est historiquement destinée à l'échec dans le court terme. Je parle d'un an ou deux.

— Quelles sont les perspectives, dans ce délai, de la guerre de dévastation ? Quelles sont les possibilités qu'ont les forces contre-révolutionnaires de parvenir à faire augmenter le degré d'instabilité intérieure et de créer un front intérieur ?

— L'impérialisme a voulu nous dévaster. Il pense que les mesures économiques de type coercitif et la guerre contre-révolutionnaire peuvent détériorer la situation intérieure. Mais c'est là une méconnaissance totale de la réalité. C'est une erreur stratégique historique de la part du gouvernement américain, car il devrait savoir que les vraies révolutions, celles qui ont réussi à changer la nature du pouvoir parce qu'il y a eu changement de classe à la tête de l'Etat, sont irréversibles.

Même les erreurs des révolutionnaires ne peuvent les inverser, sauf quand ces derniers commencent à se disputer le pouvoir, car alors les structures du pouvoir sont affaiblies par la discorde interne, comme cela s'est produit à Grenade. Ce

sont les révolutionnaires qui ont tué la révolution à Grenade, ce n'est en aucune façon l'impérialisme. Ce qui s'est passé à Grenade ne pourrait se produire ici que si les révolutionnaires commencent à se déchirer entre eux, à se battre pour une part de pouvoir ou à chercher le pouvoir individuel. Voilà le rêve doré des ennemis de la révolution.

— Vous avez en charge les zones spéciales I et II et vous êtes président de la Commission nationale d'autonomie de la côte Atlantique. Pouvez-vous nous dire ce que signifie ce projet pour le Nicaragua ?

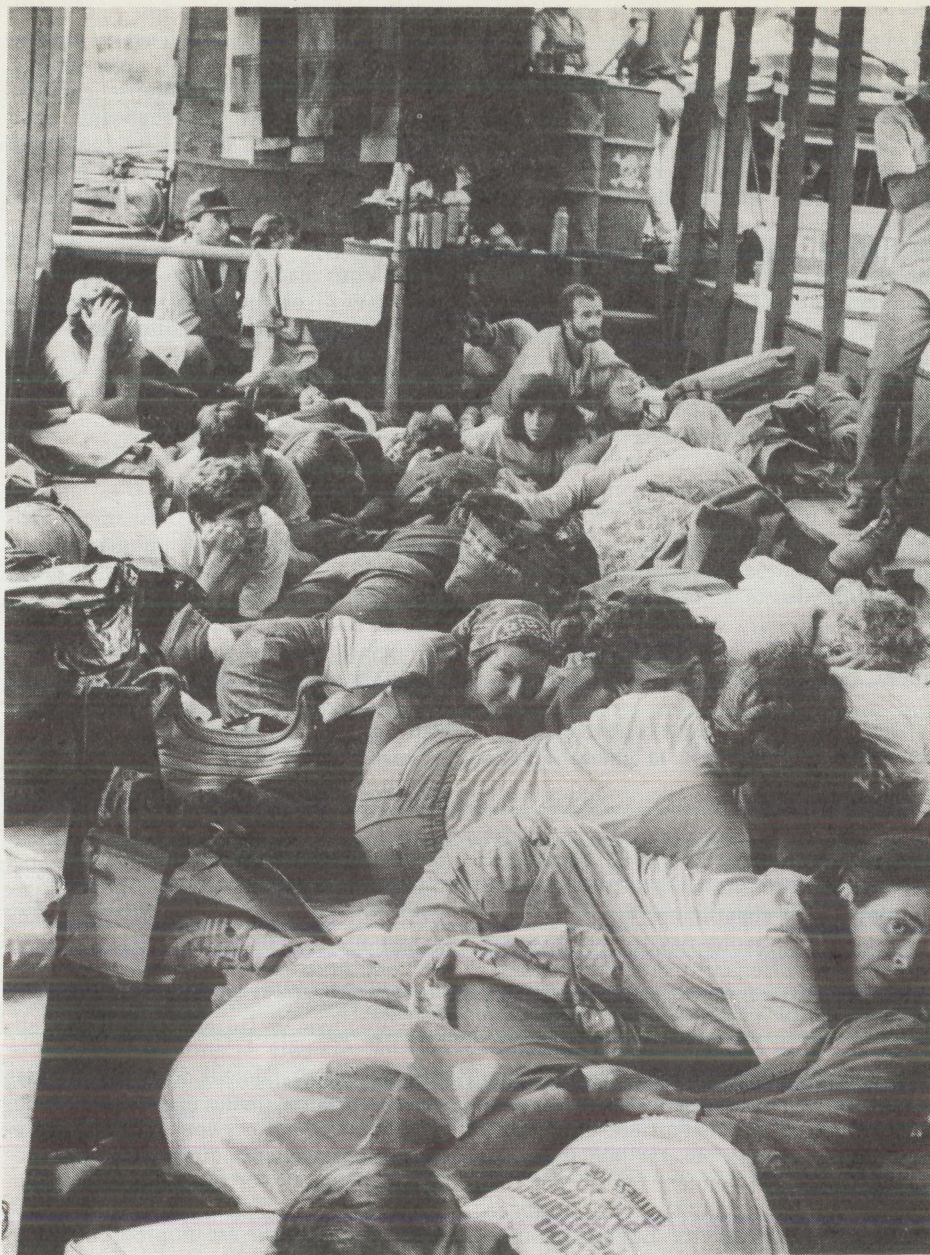
— Le projet d'autonomie n'est pas une réponse conjoncturelle. C'est une réponse de grande portée. C'est une contribution du Nicaragua à l'humanité. Ce projet est l'expression juridique de la reconnaissance par la révolution de la situation de marginalité et d'oppression que les communautés indigènes et les groupes ethniques subissent depuis des siècles. La révolution fait sienne cette revendication historique et s'engage à y répondre à tous les niveaux. Le projet d'autonomie pour la côte Atlantique proposé par la République du Nicaragua n'est pas une discussion académique sur le problème indigène. Il ne s'agit pas de créer un état d'assistance pour ces gens. Le projet prévoit que des cadres intellectuels fassent du travail dans la région sur tous les terrains, économique, politique, culturel, social.

Les ministères sont en train de discuter leurs plans de travail qui touchent directement la côte Atlantique. Tout ceci se déroule simultanément à la réunion des commissions régionales et nationales d'autonomie. Ce sont ces commissions qui débattent des principes qui vont régir l'autonomie mais qui, surtout, veillent soigneusement à la participation populaire. Le projet d'autonomie est un projet national. Avec lui, c'est la nation tout entière qui s'enrichit. L'Atlantique, car il est dépositaire direct de l'autonomie, et le Pacifique, parce qu'il reçoit l'héritage culturel de l'Atlantique. Les deux, car ce projet balaye préjugés et malentendus.

— Commandant, quelles sont les incidences du projet d'autonomie sur le développement des actions militaires sur la côte Atlantique ?

— Le projet d'autonomie est un projet politique. Le problème demande une solution politique. Nous n'avons jamais pensé à une solution militaire et nous avons rectifié nos erreurs en ce sens. Nous ne pensons pas que les revendications des indigènes nicaraguayens, des communautés ethniques nicaraguayennes soient injustifiées. Nous faisons une différence entre les revendications justes de ceux qui furent dépossédés et celles, injustes, des ennemis de la patrie. Nous avons trié le

1. Le 9 juillet 1984 ont été expulsés du Nicaragua 10 prêtres étrangers accusés d'être engagés dans « un travail politique intensif contre le gouvernement sandiniste ».



La délégation de chrétiens américains détenue par la contra, août 1985. (Esrom Maria)

bon grain de l'ivraie. Les indigènes sont de notre bord. Le Nicaragua est le premier pays d'Amérique latine à reconnaître le caractère multi-ethnique de nos nations.

— Face à une perspective d'un prolongement de la guerre et de la crise économique, quelle va être, à votre avis, la tendance politique du peuple, des gens ?

— Premièrement, comme je l'ai déjà dit, je ne pense pas que la guerre va se prolonger longtemps ou indéfiniment. Mais, au cas où nous ne devrions pas affronter une invasion nord-américaine, la guerre idéologique et la conspiration vont prendre une importance fondamentale. Nous devons alors faire porter tout notre effort sur le développement de nos services de contre-espionnage et nous appuyer encore plus sur les masses pour faire face à la situation.

De toute façon, je pense que les tendances politiques qui se développent au sein des masses sont fondamentalement

de trois ordres. Il y a deux secteurs actifs, celui de la contre-révolution et celui de la révolution. Ce dernier est le plus puissant, les secteurs qui soutiennent la réaction intérieure et la contre-révolution ayant toujours été minoritaires. Puis, comme je l'ai déjà dit, il y a un troisième secteur intermédiaire, qui tend à vaciller ou bien à se laisser entraîner par la révolution. Cela va dépendre parfois de choses très ténues, comme un petit programme social, un jardin d'enfant, des choses de ce genre, qui permettent de retrouver l'appui de ces secteurs les plus arriérés.

— Pensez-vous que le boycott va entraîner des changements importants dans les relations économiques internationales du Nicaragua, un alignement plus important sur les pays socialistes, sur l'Amérique latine ?

— Je pense que nous allons obtenir une aide importante de beaucoup de pays dans le monde, notamment des pays socialistes, mais que cette aide ne va pas résoudre

nos problèmes économiques. Néanmoins, pour le moment, cela n'influera pas sur le modèle nicaraguayen. Avec le temps, il se produira un changement naturel, non forcé, dans le cours du processus, quand on atteindra une nouvelle étape que nous n'allons pas déterminer par décret. Ce doit être un produit naturel, comme les arbres qui fleurissent après la pluie.

Notre volonté politique, c'est de nous lier plus étroitement à l'Amérique latine, mais cela va dépendre des changements qui se sont produits et qui se produisent dans ces pays, sur lesquels la révolution nicaraguayenne exerce son influence. Les élites latino-américaines ont horreur des changements révolutionnaires, et c'est pour cela qu'elles préfèrent opter pour des transformations démocratiques. Ces pays ont intérêt à ce que la révolution nicaraguayenne ne soit pas écrasée, mais ils ont aussi besoin que notre révolution ne dépasse pas certaines limites. Que se passerait-il si la révolution était détruite ? Le règne des dictatures « gorilles » reviendrait en Amérique latine, les militaires reviendraient au pouvoir en Uruguay, au Brésil. Si cela se produisait, la prochaine étape de changements ne pourrait alors se faire qu'à partir de luttes révolutionnaires.

C'est pour cette raison que tous ces gouvernements ont intérêt à ce que la Contadora (2) demeure en vigueur, car la Contadora c'est à la fois une barrière contre l'intervention directe et un instrument d'influence politique sur le Nicaragua. De fait, quand nous avons signé l'Acte de Contadora, cela a impliqué certaines concessions, nécessaires pour la paix mais, en fin de compte, des concessions. La Contadora, c'est donc une arme d'influence politique en faveur d'un modèle démocratique comme l'entendent les gouvernements qui en sont partie prenante, ainsi que la majorité des gouvernements d'Amérique latine.

Malgré tout, même si par moments la Contadora peut avoir une attitude plus offensive vis-à-vis des Etats-Unis, il faut clairement garder à l'esprit qu'elle représente une contradiction non-antagonique aux Etats-Unis. Le développement de processus révolutionnaires en Amérique latine, constituent, eux, une contradiction antagonique à l'impérialisme. Mais bien qu'elle ne soit pas antagonique, la contradiction entre la Contadora et les Etats-Unis se maintient, car elle correspond à des causes objectives. La Contadora, c'est la tentative de chercher une issue non violente à la crise centro-américaine mais aussi dans chacun des pays d'Amérique latine, même si ce n'est pas spécifié dans ses discours ni dans ses normes légales. La Contadora ne va pas se dissoudre. C'est un besoin objectif, voilà pourquoi elle ne se dissoudra pas. ■

Propos recueillis par *Pensamiento Propio*, Managua, juillet 1985.

2. Le Groupe de Contadora, qui réunit le Mexique, la Colombie, le Panama et le Venezuela, essaie de trouver une solution négociée au conflit entre les Etats-Unis et le Nicaragua.

NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE

PORTUGAL

Le PSR dans la campagne législative

Après deux années de gestion gouvernementale, la chute du Bloc central, coalition de gouvernement entre le Parti socialiste de Mario Soares et le principal parti bourgeois, le Parti social démocrate (PSD), a représenté un soulagement pour les travailleurs soumis aux attaques d'une équipe qui appliquait la politique la plus à droite que l'on ait vue depuis la chute de la dictature salazariste le 25 avril 1974.

Le PSD ayant dénoncé unilatéralement cet accord de gouvernement au printemps dernier, le premier ministre socialiste offrit alors sa démission et le président de la République, le général Eanes, annonça à la mi-juillet la dissolution de l'Assemblée nationale et la convocation d'élections législatives pour le 6 octobre prochain. Ces élections nationales devraient permettre que s'engage la discussion sur le bilan de la politique gouvernementale d'austérité et ses effets ainsi que sur l'état de la résistance populaire et syndicale et la voie de sa réorganisation. Mais ce sera aussi l'occasion d'une première préparation des élections présidentielles qui se tiendront le 5 janvier 1986 et qui d'ores et déjà constituent un facteur fondamental d'instabilité pour le régime, puisqu'il s'agira de trouver un successeur au président Eanes, artisan du coup d'Etat réactionnaire de novembre 1975 et en place depuis 1976 à ce poste (cf. *Inprecor* numéro 172 du 30 avril 1984).

C'est dans ce contexte que le Parti socialiste révolutionnaire (PSR), section portugaise de la IVème Internationale, a décidé d'intervenir dans la campagne électorale — comme il l'avait fait dans d'autres occasions par le passé — en présentant des candidats dans toutes les circonscriptions électorales, bénéficiant ainsi d'un temps de parole à la radio et à la télévision nationale équivalent à celui de n'importe quel grand parti bourgeois ou réformiste. Trois cent cinquante candidats, dont plus de cent femmes, représentent le PSR dans les circonscriptions du continent, des îles et de l'immigration. Ces listes présentent la particularité d'inclure, comme candidats indépendants, un grand nombre de militants ayant d'autres traditions et venant d'autres courants que le PSR. Il y aura ainsi près de 20 candidats du Groupe Quatrième Internationale, scission de la Ligue socialiste des travailleurs (LST), organisation du regroupe-

ment moreniste, la Ligue internationale des travailleurs (LIT), laquelle en voie de décomposition ne se présente pas aux élections. Il y aura surtout un grand nombre de candidats qui étaient dans le passé des militants ou des dirigeants des principaux courants d'extrême gauche allant du Mouvement de la gauche socialiste (MES) à l'Union démocratique populaire (UDP). Cette capacité d'ouverture et de travail unitaire représente à la fois une avancée importante pour le PSR et un défi pour son intervention politique à venir.

SENEGAL

Abdou Diouf réprime une manifestation anti-apartheid

L'Alliance démocratique sénégalaise (ADS), coordination d'une bonne partie des organisations de l'opposition sénégalaise et à laquelle participent nos camarades de l'Organisation socialiste des travailleurs (OST), section sénégalaise de la IVème Internationale, avait projeté d'organiser le 22 août dernier une « marche de l'Afrique » en solidarité avec les noirs sud-africains victimes de l'apartheid. Il n'en fallut pas plus pour que le gouvernement sénégalais du président Abdou Diouf, successeur du chantre de la « négritude » Senghor, décide d'interdire cette manifestation. Cette interdiction, notifiée la veille même de la date prévue pour ce rassemblement anti-apartheid, a même été effectuée en contradiction avec la législation datant de 1978 sur les activités politiques. Cela montre bien que lorsque le carcan juridique n'est pas suffisant pour enrayer l'action des partis politiques d'opposition, le régime n'hésite pas à bafouer lui-même cette législation réactionnaire.

Après l'interdiction de leur manifestation, les dirigeants de l'ADS décidèrent d'organiser une conférence de presse. C'est à cette occasion que la police procéda à l'interpellation de plusieurs personnes, dont le secrétaire général de l'ADS. Ce fut le lendemain, au tour d'autres dirigeants de l'ADS d'être arrêtés, parmi lesquels Abdoulaye Wade, secrétaire général du Parti démocratique sénégalais, député et ancien candidat à l'élection présidentielle. Des convocations policières étaient ensuite adressées à d'autres militants, dont un responsable de l'OST. Quelques jours plus tard, toutes les personnes arrêtées étaient traduites en

justice. Le gouvernement n'a cependant pas réussi à étouffer rapidement cette affaire et l'ADS, qui avait organisé un collectif d'avocats pour la défense de ses militants, imposa un procès public en appelant à un rassemblement pacifique devant le Palais de justice de Dakar. Cette pression réussit à éviter toute condamnation des personnes inculpées, qui furent finalement relaxées. Mais une menace d'interdiction de l'ADS pèse toujours sur cette organisation. Cette politique systématique d'intimidation de l'opposition et à travers elle des masses populaires sénégalaises dès qu'une activité quelconque et sur n'importe quel thème est organisée, illustre bien la nature du régime dirigé par un parti socialiste membre de l'Internationale socialiste, que l'on présente souvent dans les milieux de la social-démocratie comme un modèle de démocratie africaine.

ABONNEZ-VOUS
A INPRECOR

ERRATA

Dans l'article de Bohdan Krawchenko, « La classe ouvrière soviétique aujourd'hui », paru dans *Inprecor* numéro 202 du 9 septembre 1985, deux passages ont été rendus incompréhensibles par des erreurs techniques. A la page 17, troisième colonne, au milieu du premier paragraphe, il fallait lire : « Pour qu'une plainte de travailleur soit prise en compte par les responsables du syndicat, il faut qu'elle s'exprime sous la forme du non-respect des droits d'un travailleur individuel, jamais ceux des travailleurs comme groupe social. Mais cette même fonction de défense et de représentation est limitée par le fait que... »

Ensuite à la page 20, deuxième colonne, au milieu du premier paragraphe, il fallait lire : « Des expériences partielles d'intensification de la productivité ont été tentées qui ont impliqué des licenciements et des redéploiements mais rien n'a été fait pour contrevenir... »

Nous nous excusons auprès de nos lecteurs.

Succès du camp international de la jeunesse

Les organisations de jeunesse liées à la IVème Internationale ont tenu pour la deuxième année consécutive leur initiative d'été : le camp international de jeunes. Près de 800 personnes en provenance de 23 pays différents sont passées pour discuter et se détendre, à la fin du mois de juillet, dans le Sud de la France.

C'est déjà une grosse réussite organisationnelle que de parvenir à assurer l'intendance d'une telle rencontre pendant plus d'une semaine. Mais c'est surtout un succès parce qu'avec 200 personnes de plus que l'année dernière, les objectifs ont été dépassés. Plus de monde donc, mais aussi plus jeune que l'an passé. La moyenne d'âge des participants s'est située entre 20 ans et 20 ans et demi. Les organisations de jeunesse en solidarité politique avec la IVème Internationale auraient donc tendance à se rajeunir, suivant en cela l'exemple de la délégation belge, la Jeune garde socialiste (JGS), de loin la plus jeune avec une moyenne d'âge de 19 ans sur un total de 80 personnes.

Seul 36 % des participants au camp étaient membres des organisations adultes de la IVème Internationale. Autrement dit, plus de 500 jeunes se sont déplacés de tous les coins de l'Europe pour mieux connaître ou rencontrer la IVème Internationale. Ce n'est pas le moindre des sujets de satisfaction pour les organisations de jeunesse qui démontrent ainsi leur réalité et leur vitalité.

La délégation hollandaise a été de très loin la plus féminine puisqu'elle était

composée de 56 % de femmes, alors que celles-ci ne représentaient que 35 % de la population du camp. Le rajeunissement des organisations de jeunesse n'est donc pas synonyme de leur féminisation. Un gros travail reste à fournir en ce domaine.

Mais organiser un camp de la jeunesse, ce n'est pas simplement y faire venir des centaines de jeunes. Il s'agit avant tout au travers de cette initiative d'avancer dans la construction des organisations de jeunesse, de faire progresser l'idée de la nécessité de la révolution. Et dans ce domaine aussi, il y a matière à parler de succès. Car quelle autre exemple existe-t-il d'un rassemblement international de la jeunesse, véritable lieu de discussion et de détente pour les jeunes et où ils peuvent se sentir chez eux ? L'enthousiasme de tous les participants au moment de leur départ éclaire bien la route qu'il faudra suivre pour renforcer les organisations de jeunesse, éviter d'en faire des organisations qui se contentent d'imiter leurs aînées, mais des organisations qui intègrent, dans leur pratique militante de tous les jours, les préoccupations des jeunes — de la musique à l'antiracisme — pour se battre pour un monde nouveau. Ce deuxième camp international des jeunes est un pas de plus dans cette voie.

Mais cette voie ne réside pas dans l'affirmation sectaire des organisations de jeunesse liées à la IVème Internationale. Il faut souligner la volonté d'associer à leur discussions, leurs débats, tous ceux et toutes celles qui, de par le monde, mènent

le combat contre l'impérialisme et la bureaucratie stalinienne. C'est ainsi qu'une dizaine de camarades de Lutte Ouvrière faisaient partie de la délégation française. Des camarades qui participent au combat antiraciste en France, dans diverses associations, comme la Fédération des associations de soutien aux travailleurs immigrés (FASTI), ont aussi participé aux discussions sur ce thème.

Mais plus encore, il faut saluer au travers de la dimension internationaliste de cette rencontre la présence dans les commissions de discussion et au meeting final, d'un représentant du Sinn Féin d'Irlande du Nord, d'un représentant du FMLN-FDR salvadorien et d'une délégation de militants du Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS) de Nouvelle-Calédonie. L'enthousiasme qu'ils ont soulevé dans l'assistance lors de leurs prises de parole est la preuve qu'ils peuvent compter sur les jeunes révolutionnaires de la IVème Internationale pour soutenir leurs luttes dans tous les pays du monde. Le camp international des jeunes fut bien la rencontre de jeunes révolutionnaires du monde entier, du Mexique, des Etats-Unis, du Canada, de Nouvelle-Zélande, du Japon, de toute l'Europe, pour faire avancer la révolution, à l'écart de tout protocole étiqué, de toute bureaucratie et loin de tout paternalisme. C'est bien cela qu'attend aujourd'hui la jeunesse. ■

Serge EMERY.

Les participants au camp réservent un accueil enthousiaste aux invités internationaux. (DR)

